

GUERRE À GAZA



The Times of Israel



Instagram

▲ Vivian Silver, militante pacifiste israélienne, assassinée le 7 octobre



Le Monde

▲ Hind Rajab, 6 ans, tuée dans la destruction de la voiture familiale le 29 janvier. Pendant des heures, blessée, elle avait appelé les secours du Croissant rouge (*Le Monde*).

L'ambulance envoyée pour venir la chercher a été détruite ▶



Le Monde



Le Monde

◀ Lubna Mahmoud Elian, 14 ans, rêvait de devenir violoniste renommée. Boursière du Conservatoire de Gaza, ses rêves prometteurs se sont éteints le 21 novembre 2023 dans le bombardement israélien du camp de réfugiés de Nuseirat (*Le Monde*).

Enderlin, C. (2006). Quand Israël favorisait le Hamas. *Le Monde*, 3 fév.

Schneider, T. (2023). For years, Netanyahu propped up Hamas. Now it's blown up in our faces. *The Times of Israel*, 8 octobre.

Volume 10, numéro 1, 2024

SOMMAIRE

ÉDITORIAL.....2

ARTICLES

L'heure des choix stratégiques pour l'Inde

Par Frédéric Lasserre et Emmanuel Gonon 3

L'avantage symbolique de la Chine dans l'Indo-Pacifique

Par Roromme Chantal 9

RECENSIONS

Sundeeep Waslekar (2023) *Entre guerre et paix. Histoire et politique des conflits dans le monde.*
Paris : CNRS Éditions 21

Bruno Tertrais (2023) *La guerre des mondes : le retour de la géopolitique et le choc des empires.*
Paris : L'Observatoire..... 24

Benoit Goffin et Céline L'Hostis (2023) *Dictionnaire insolite des frontières.*
Paris : Cosmopole 27

Peter Fretwell (2023) *Atlas de l'Antarctique.*
Paris : Armand Colin 29

Guibourg Delamotte (2022) *La démocratie au Japon, singulière et universelle.*
Lyon : ENS Éditions 30

É D I T O R I A L

Israël a enterré ses morts, jeunes, femmes, enfants, à la suite de l'attaque du mouvement Hamas sur son territoire le 7 octobre 2023 et de la prise de dizaines d'otages. À la violence extrême dirigée contre des civils perpétrée par les troupes du Hamas (1 250 morts), répond depuis une violence méthodique, froide mais pour autant tout aussi implacable dans son terrible bilan en termes de civils, hommes, femmes et enfants tués par l'offensive israélienne (33 797 morts au 13 avril, dont 70 % seraient des femmes et des enfants). Israël avance l'argument, tout à fait recevable, du droit de se défendre, mais il est légitime de se demander si c'est là le seul objectif du gouvernement israélien et si une telle hécatombe se justifie sur le plan militaire. Détruire les édifices et bombarder les civils n'élimine pas les combattants terrés dans des tunnels.

Environ 60 % des bâtiments de la bande de Gaza ont été détruits ou sévèrement endommagés à ce jour, d'après les images satellite. De très nombreuses terres agricoles ont aussi été délibérément ravagées au bulldozer. Ces dommages matériels infligés au parc immobilier et aux actifs agricoles, ces bombardements qui visent les civils de la part d'une armée pourtant très bien équipée en munitions intelligentes et en forces spéciales, s'apparentent davantage à une stratégie de destruction méthodique qu'à la poursuite ciblée des combattants du Hamas, donc à un calcul politique. Dans ce contexte, le mutisme du premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, sur les intentions d'Israël pour l'après-conflit, hormis l'annonce le 23 février de son intention de pérenniser une occupation militaire, nourrit l'inquiétude : Israël voudrait-il forcer les Gazaouis à quitter le territoire, si tant est que ce

soit possible, dans un nouvel avatar du nettoyage ethnique ? L'attaque du 7 octobre marque l'échec de la stratégie israélienne d'enfermement des Palestiniens dans leur petit territoire, où le blocus complet qui leur était unilatéralement imposé depuis 2007 ne leur laissait aucune perspective de développement : en acculant une population à penser qu'elle n'avait peut-être plus rien à perdre, après avoir soutenu le Hamas dans les années 1990 pour nuire au Fatah palestinien (Enderlin, 2006; Schneider, 2023), Israël récolte aujourd'hui les fruits amers de ses illusions et de l'impasse que constitue sa stratégie.

Certes, pour négocier, il faudrait un partenaire. Or c'est précisément rendre toute négociation impossible que visait le Hamas. En attaquant Israël en son cœur même, en y massacrant des civils tout aussi innocents que ceux de Gaza, l'objectif était double : saper tout dialogue possible avec Israël pour ne rendre crédible, dans le débat politique palestinien, que l'option de la lutte armée visant la destruction d'Israël; et forcer les États arabes à renoncer à toute normalisation de leurs relations avec l'État hébreu. Cet objectif est poursuivi même si cela doit passer par la mort de dizaines de milliers de Gazaouis, instrumentalisés pour les calculs politiques cyniques d'un mouvement qui se trouvait en perte de vitesse dans l'opinion gazaouie.

Au-delà de ces analyses géopolitiques et des sombres perspectives qu'elles esquissent, il importe de ne pas oublier les visages de cette guerre : les civils, massacrés de part et d'autre, les enfants, jeunes, femmes et aînés, autant de vies fauchées par la folie des hommes et la soif de vengeance.

ARTICLE

L'HEURE DES CHOIX STRATÉGIQUES POUR L'INDE

Frédéric Lasserre et Emmanuel Gonon

Frédéric Lasserre est professeur au département de Géographie de l'Université Laval et titulaire de la Chaire de recherche en Études indo-pacifiques.

Frederic.lasserre@ggr.ualaval.ca

Emmanuel Gonon est directeur de l'Observatoire Européen de Géopolitique.

emmanuel.gonon@gmail.com

Résumé : L'Inde détermine largement sa politique étrangère en fonction des menaces perçues. Ces menaces provenaient des États-Unis il n'y a pas si longtemps, et, de manière croissante, de la Chine, avec comme constante la rivalité avec le Pakistan. Avec l'émergence des discours sur l'indo-pacifique se pose la question, pour l'Inde, de sa relation tant avec Washington qu'avec Pékin, dans un ballet à trois dans lequel Dehli s'efforce de conserver au moins les apparences d'une autonomie stratégique qui lui est chère.

Mots-clés : Inde, politique, Chine, rivalité, autonomie.

Abstract: India's foreign policy is largely determined by perceived threats from the United States, not so long ago, and increasingly from China, with the constant rivalry with Pakistan. The advent of the Indo-Pacific discourse raises the question of India's relationship with both Washington and Beijing, in a three-way ballet in which Delhi strives to maintain at least the appearance of its cherished strategic autonomy.

Keywords: India, policy, China, rivalry, autonomy.

Le regain des tensions frontalières entre la Chine et l'Inde, l'expansion du projet chinois des Nouvelles routes de la soie (NRS, ou BRI pour *Belt and Road Initiative* en anglais), l'invasion russe de l'Ukraine et le relatif isolement de la Russie, les tensions croissantes entre les États-Unis et la Chine ont, au cours des dernières années, remis en cause les fondements de la politique étrangère de l'Inde et les représentations qu'elle se faisait de ces trois acteurs majeurs.

Plusieurs indices laissent entrevoir une rivalité géopolitique grandissante en Asie: l'exacerbation des tensions militaires à la frontière sino-indienne en 2020 lors des combats dans la vallée

de la Galwan; la lecture par Dehli du projet chinois perçu comme un encerclement maritime au travers de la construction d'un réseau de bases et points d'appui navals, appelé « collier de perles » (*string of pearls*) (Lasserre *et al.*, 2022), auquel elle répond par le projet de « collier de diamants » (*diamond necklace*) en Asie centrale et dans l'espace océanique (Javid, 2020; Bubna et Mishra, 2020; Jha, 2022). S'y ajoute le poids d'une rivalité américaine de plus en plus affirmée avec la Chine, qui conduit Washington à chercher à resserrer ses alliances ou coopérations stratégiques avec ses partenaires asiatiques ou océaniques, Australie avec l'alliance AUKUS; Australie, Japon et Inde à travers le regroupement diplomatique du Quad (*Quadrilateral Security Dialogue*). Ces évolutions conduisent le gouvernement indien à réévaluer ses priorités stratégiques dans une région de plus en plus appelée Indo-Pacifique, un qualificatif à géométrie variable mais qui incarne certainement la lecture, de la part de ses partisans, de la recomposition des relations régionales dans le contexte de l'ascension politique, économique et militaire de la Chine (Patman *et al.*, 2022), comme de l'Inde et de leur concurrence multiforme accrue.

Parallèlement, les attentes indiennes nées d'une longue proximité avec Moscou connaissent une brutale remise en cause avec l'invasion de l'Ukraine en 2022. Si Dehli refuse de condamner Moscou en s'abstenant lors du vote des résolutions du 2 mars 2022 et du 23 février 2023 et lui achète de grandes quantités de pétrole et de charbon, à prix cassés il faut le souligner, il n'empêche que la coopération militaire avec la Russie est désormais limitée par les sanctions occidentales¹

1. L'accord de production de 600 000 AK-203 en Inde, signé fin 2021, échappe aux sanctions, mais les batteries S400 commandées en 2018 ne sont pas livrées, sans doute parce qu'elles doivent être payées en dollars américains.

tandis que l'enlèvement du conflit pousse davantage Moscou dans l'orbite de Pékin, sans doute au détriment de la solidité du soutien accordé à l'Inde.

C'est dans ce contexte que l'Inde semble amorcer un processus de remise en cause de ses postulats de politique étrangère, dont une prémisse a été la définition de la *Look East Policy* (1991) approfondie en 2014 par la *Act East Policy* (2014) par le premier ministre Narendra Modi, reconduit en 2019. Comment s'articulent les paramètres de cette réflexion stratégique indienne ?

1. Abattre les dogmes ?

1.1 Envers la Chine

Un dogme fondamental de la politique étrangère indienne reposait pendant la guerre froide sur le principe de non-alignement, à la fois pour se prémunir des pressions des deux grands d'alors, mais aussi pour offrir une possibilité de constitution d'une 3e voie dont l'Inde pouvait constituer le chef de file et reposait sur les cinq principes simples du *Panchsheel*. Cette option diplomatique a connu des succès mitigés, mais a surtout conduit l'Inde du premier ministre Nehru à opter pour une politique de main tendue avec la Chine, même si cette approche ne faisait pas l'unanimité : le ministre des Affaires étrangères, Vallabhbhai Patel, déclarait le 7 novembre 1950, peu après l'invasion chinoise du Tibet, que « même si nous nous considérons comme des amis de la Chine, les Chinois ne nous considèrent pas comme leurs amis... » (cité par Ganguly, 2023 :99). Patel avait mis le doigt sur un travers majeur de la stratégie indienne : elle analysait le monde en termes de rivalité Est-Ouest au travers du prisme conceptuel de l'impérialisme occidental. Si cette grille d'analyse a pu se révéler fonctionnelle pendant la seconde moitié du 20^e siècle, elle ne l'est plus désormais, dans un monde où l'impérialisme, y compris ses traductions heurtant directement les intérêts stratégiques de l'Inde, émanent aussi de puissances non-occidentales, Chine et Russie. En particulier, la Chine ne cesse de réaffirmer des revendications territoriales fondées sur l'extension supposée de l'autorité de l'empire des Qing, en particulier en mer de Chine du Sud ou dans l'Himalaya, comme son intention de recouvrer Taiwan, par la force au besoin.

Ce prisme analytique pèse encore sur les représentations indiennes. Dehli a certes officiellement abandonné le principe du non-alignement (Chatterjee Miller, 2021; Raja Mohan, 2021; Kliem, 2022) pour celui de multi-alignement et de son corolaire d'autonomie stratégique (Saint-Mézard, 2022), lui permettant de justifier une posture complexe et multidimensionnelle par laquelle elle opère un rapprochement avec le Japon, l'Australie et les États-Unis ainsi qu'avec la France, sans pour autant abandonner son attitude conciliante envers la Russie ni sa politique de main tendue envers la Chine.

1.2 Envers les États-Unis

Parmi les facteurs freinant un rapprochement plus appuyé avec Washington, figurent les craintes du renouveau d'une politique isolationniste de Washington en cas de retour au pouvoir en 2024 d'une administration républicaine peut-être dirigée par Donald Trump, et l'incertitude quant au soutien réel que pourraient offrir les États membres du Quad en cas de conflit avec la Chine. Mais la méfiance indienne repose aussi sur le poids des représentations historiques.

Un épisode ancré dans le discours historique indien remonte à la guerre indo-pakistanaise de 1971, initié par la guerre civile née du mouvement indépendantiste bangladais. Washington s'aligna alors sur Islamabad et Kissinger encourageait la Chine à ouvrir un second front contre l'Inde dans l'Himalaya. Enfin, le président Nixon dépêcha la 7e flotte dans le golfe du Bengale, d'ailleurs surveillée à distance par un détachement de la flotte soviétique. Le face à face aurait pu dégénérer tant la tension était vive avant que la garnison pakistanaise ne capitule à Dacca. Ce souvenir des tractations diplomatiques comme du déploiement hostile de la flotte américaine contribue, au-delà de l'intense coopération russo-indienne en matière de fourniture militaire, à la persistance de l'image positive de Moscou à ce jour (Sengar, 2022; Ganguly, 2023) et négative, de Washington.

Mais cette représentation historique, volontiers cultivée par la Russie dans le cadre de ses relations avec l'Inde, trouve son image inverse dans un autre épisode, moins connu. Lors de la guerre sino-indienne de 1962, le président Kennedy avait ordonné le déploiement du porte-avion *USS Kitty Hawk* dans le golfe du Bengale pour y établir un pont aérien et

livrer près de 40 000 tonnes d'armes et de matériel militaire. L'URSS, qui n'avait pas encore rompu les liens avec la Chine, a cédé aux pressions de Pékin et s'est cantonnée à une position de neutralité dans ce conflit, repoussant toutefois la livraison de chasseurs soviétiques MiG-21 à l'Inde (Athale, 2012; Brewster, 2020).

2. Les dilemmes indiens

2.1 La pérennité du soutien russe

Ces épisodes historiques soulignent, d'une part, la dimension de facto subjective des représentations historiques ; mais, au-delà de cet aspect théorique, rappellent crûment à Delhi sa dépendance militaire envers la Russie. Le principal risque militaire auquel l'état-major indien pourrait faire face serait un double conflit dans l'Himalaya contre la Chine et le Pakistan². En 1962, l'URSS était le partenaire senior du duo Chine-URSS et pourtant il s'est aligné sur Pékin ; depuis plusieurs années et encore davantage depuis l'invasion de l'Ukraine, la Russie est devenue le partenaire junior et la question de la fiabilité du soutien militaire russe se fait prégnante aux yeux des décideurs indiens (Ganguly, 2023).

L'Inde doit ainsi composer avec le poids de ses représentations alors que des questions stratégiques se posent avec acuité. La grande majorité de son équipement militaire est d'origine russe et Delhi est dépendante du soutien de Moscou pour son approvisionnement en pièces et munitions (Jaffrelot et Sud, 2022)³. Mais en cas de conflit avec la Chine et son allié pakistanais, la Russie aura-t-elle la capacité de composer avec les pressions chinoises et lui apporter soutien diplomatique et assistance logistique ? Sur le long terme, la coopération technologique avec Moscou peut-elle encore permettre le développement de systèmes d'armes efficaces, comme les missiles de croisière supersoniques Brahmos, sachant qu'à court terme toute coopération technique avec Moscou est

compromise et que la pérennisation des sanctions risque d'accentuer le fossé technologique entre les Occidentaux et la Russie ? (Ganguly, 2023). Même si elle tient à ce partenariat, l'Inde ne peut plus se permettre de lui être exclusive.

La France pourrait constituer une alternative durable à cette coopération militaire indo-russe. Après la vente de 26 avions de combat Rafale et de trois sous-marins diesel Scorpène en 2023, Paris et Delhi souhaitent approfondir leur coopération militaire (Cabirol, 2023; Vincent et Philip, 2023) qui s'articule autour du discours commun sur l'importance de la région indo-pacifique (Milhiet, 2022). Si cette coopération, en matière d'achat d'armements, se heurte tant à la lenteur de la bureaucratie indienne qu'à la politique d'indigénisation de la production (Atmanirbhar Bharat) lancée par le premier ministre Modi en 2020 (Sénat, 2020), elle a toutefois abouti à la reformulation et à l'approfondissement en janvier 2023 d'un partenariat stratégique signé 25 ans plus tôt⁴.

2.2 L'autonomie stratégique

On peut argumenter que la reformulation des orientations stratégiques indiennes est le reflet d'une approche très pragmatique, ce que S. Jaishankar, le ministre des Affaires étrangères indien, a récemment résumé : « l'esprit d'indépendance qui a conduit au non-alignement [...] peut aujourd'hui mieux s'exprimer dans le cadre de partenariats multiples » (Jaishankar, 2019). Alors que sa situation sécuritaire commençait à se dégrader avec la montée en puissance de la Chine et son agressivité croissante le long des frontières terrestres et maritimes dans les années 2000, Delhi a commencé à intensifier sa coopération en matière de défense et de sécurité avec les États-Unis. Si l'Inde s'était maintenue proche de la Russie et de la Chine après les années 1990 pour préserver son autonomie stratégique vis-à-vis des États-Unis, dans les faits, l'aggravation du déséquilibre des forces avec la

2. C'est d'ailleurs ce risque qui a incité la Commission permanente pour la Défense, à requérir un budget dépassant 3% du PIB pour l'année budgétaire 2023-2024; *Standing Committee on Defence* (2022-23), 17th Lok Sabha, Ministry of Defence, Demands for Grants (2023-24), 36th Report, Lok Sabha Secretariat, mars 2023.

3. Elle est d'environ 40% pour la marine, devant l'aviation (70%) et l'armée de terre (90%); voir Jaffrelot et Sud (2022).

4. Signé le 26 janvier 1998, ce partenariat prévoyait notamment le développement de la coopération sur les questions relatives à la défense, au nucléaire civil, à l'espace et à la sécurité. France Diplomatie, « Le partenariat stratégique franco-indien en 4 questions », 15 mars 2023, <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/inde/le-partenariat-strategique-franco-indien-en-4-questions/>

Chine et ses conséquences l'ont poussée à se rapprocher de Washington (Raja Mohan, 2021).

Dans cette analyse, le calibrage continu des relations de l'Inde avec les grandes puissances ne serait plus motivé par des notions abstraites de non-alignement et d'autonomie stratégique, mais par l'évaluation des conditions concrètes auxquelles l'Inde est ou pourrait être confrontée. Cependant, il est certain que le discours politique et académique sur la politique étrangère de l'Inde a eu tendance à présenter le non-alignement comme un cadre idéologique immuable dans une orientation politique anti-occidentale (Raja Mohan, 2021), teintant nécessairement les analyses du gouvernement indien.

De fait, plusieurs observateurs font valoir que la position actuelle du gouvernement indien, consistant à conserver une relative neutralité afin de ne pas froisser la Chine et de maintenir ainsi une certaine ouverture, pourrait, elle aussi, ne pas être viable à terme. Cette impossibilité de maintien d'une politique d'équidistance (*fence sitting* en anglais, plus péjorativement) que traduit le refus de toute alliance formelle, revient sous la plume de plusieurs analystes (Ganguly, 2023 ; Bajpae, 2022).

Il est certain que ce dogme fondamental, couplé avec les représentations historiques à l'endroit des États-Unis, teintent négativement l'idée d'un partenariat stratégique avec ces derniers qu'ils apprécieraient, leur permettant de réduire les effectifs de la 5^{ème} et de la 6^{ème} flotte dans l'océan, mais dans lequel l'Inde ne veut pas être un partenaire junior (Stephens, 2015).

D'autres analystes font valoir que l'Inde est confrontée à des menaces pressantes et qu'elle n'a pas le luxe de maintenir l'apparence de son autonomie stratégique, davantage une illusion qu'une réalité, avec le risque d'une marginalisation stratégique du pays alors qu'autour se nouent des coopérations de long terme, entre Pakistan et Chine, mais aussi entre Iran et

Chine, Myanmar et Chine ; Australie et Japon ; Vietnam et Japon (Bajpae, 2022, 2023).

2.3 Ouvrir l'économie indienne

La seule issue pour l'Inde face à l'impossible autonomie stratégique est de construire son attractivité commerciale. Alors que les deux États avaient un PIB équivalent en 1987, celui de la Chine représentait environ 5,5 fois celui de l'Inde en 2021 (Statistic Times, 2021). Ce découplage entre la croissance des deux économies est préoccupant pour l'Inde car il réduit le levier financier disponible pour son gouvernement tout en limitant l'intérêt comparatif du marché indien auprès des acteurs de la région indo-pacifique. Le principal atout de la Chine contemporaine est à l'inverse la taille de son marché et ses liquidités pour investir ou prêter à des partenaires potentiels, domaines dans lesquels l'Inde ne peut pas encore la concurrencer. Si la croissance est devenue plus active en Inde et supérieure à celle de la Chine depuis deux ans (Allison, 2023), pour envisager un rattrapage économique sur le long terme et pouvoir concurrencer la Chine sur le plan géoéconomique, le gouvernement indien devra promouvoir une politique plus favorable aux investissements étrangers, une plus grande stabilité de l'environnement d'affaires, et contrôler sa tentation de retourner aux politiques protectionnistes qui ont longtemps prévalu en Inde, avec une hausse des tarifs douaniers depuis 2017 (Stephens, 2015; Ganguly, 2023). Certes, l'Inde a signé un accord commercial avec l'Australie et un partenariat économique avec les Émirats Arabes Unis, et est en train de négocier des accords de libre-échange avec l'Union européenne avec le Royaume-Uni, mais elle s'est retirée du RCEP⁵ en novembre 2019, sans doute parce que la Chine en est signataire, tandis que les négociations avec le Canada piétinaient déjà avant la crispation des relations entre les deux États en septembre 2023.

5. Le Partenariat économique régional global, en anglais *Regional Comprehensive Economic Partnership* (RCEP) et davantage connu sous ce nom, est un accord de libre-échange proposé par l'ASEAN qui regroupe 15 États de l'Asie de l'Est et du Sud-Est et est entré en vigueur en 2022.

Conclusion

Dans la région, l'Inde n'est pas le seul acteur à hésiter à s'engager sur la voie d'une coopération accrue avec les États-Unis ou le Japon pour contenir l'ascension politique et militaire de la Chine. En effet, le potentiel de confrontation entre le Quad et la Chine suscite de profondes inquiétudes dans toute l'Asie. Plusieurs ont adopté le langage de la neutralité pour faire face à la nouvelle fracture géopolitique en Asie, neutralité nuançant leur discours sur l'Indo-Pacifique tout en l'embrassant afin d'en atténuer les contours anti-chinois, comme l'Indonésie, l'ASEAN, voire le Japon.

Le risque pour l'Inde est cependant, d'une part, de ne pas saisir une piste de coopération dans le contexte du durcissement apparent de la posture chinoise ; et d'autre part, de perdre une occasion d'asseoir l'affirmation de la puissance indienne, dans un contexte de coopération renforcée. En 2017, l'analyste Amitav Acharya résumait ainsi le dilemme géostratégique de l'Inde : « New Delhi semble toujours paralysée par un déficit de vision. Alors que de nombreuses idées originales de [Jawaharlal] Nehru, premier Premier-ministre de l'Inde, semblent réalisables, l'Inde semble toujours en proie au doute et au fardeau des idéologies héritées. » (Acharya, 2017 : 165). Le Quad, le concept d'Indo-Pacifique, l'AUKUS mettent en lumière certains des dilemmes auxquels l'Inde est confrontée en ce qui concerne la redéfinition de ses priorités stratégiques et diplomatiques : partager le fardeau de l'endiguement de la Chine dans l'Indo-Pacifique, ou opter pour une approche d'apaisement ; s'engager ou non à dépendre des États-Unis en tant que partenaire de défense (Chatterjee Miller, 2021), car elle ne peut se passer d'être un partenaire à l'heure actuelle, au cœur d'un Indo-pacifique qu'elle a elle-même, volontairement ou pas, suscité. La posture intellectuellement élégante de S. Jaishankar du multi-alignement ne lui gagnera aucun allié en cas d'affrontement avec la Chine.

Références

- Acharya, A. (2017). *East of India, South of China: Sino-Indian encounters in Southeast Asia*. Oxford: Oxford University Press.
- Allison, G. (2023). Will India Surpass China to Become the Next Superpower? *Foreign Policy*, 24 juin, <https://foreignpolicy.com/2023/06/24/india-china-biden-modi-summit-great-power-competition-economic-growth/>, c. le 24 sept. 2023.
- Athale, A. (2012). The Untold Story: How Kennedy came to India's aid in 1962. *Rediff*, 4 déc., <https://www.rediff.com/news/special/the-untold-story-how-the-us-came-to-indias-aid-in-1962/20121204.htm>, c. le 24 sept. 2023.
- Bajpae, C. (2022). Is Strategic Autonomy a boon or burden for India? *The Diplomat*, 9 avril, <https://thediplomat.com/2022/04/is-strategic-autonomy-a-boon-or-burden-for-india/>, c. le 22 sept. 2023.
- Bajpae, C. (2023). Reinvigorating India's 'Act East' Policy in an age of renewed power politics, *The Pacific Review*, 36(3), 631-661
- Brewster, D. (2020). India-China conflict: A move from the Himalayas to the high seas? *The Interpreter*, Lowy Institute, 10 juillet, <https://www.lowyinstitute.org/the-interpreter/india-china-conflict-move-himalayas-high-seas>, c. le 24 sept. 2023.
- Bubna, V. et Mishra, S. (2020). String of Pearls vs Necklace of Diamonds. *Asia Times*, 14 juillet, <https://asiatimes.com/2020/07/string-of-pearls-vs-necklace-of-diamonds/>
- Cabirol, M. (2023). Inde/France : un partenariat très stratégique qui s'inscrit dans le temps très long. *La Tribune*, 15 juillet, <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/inde-france-un-partenariat-tres-strategique-qui-s-inscrit-dans-le-temps-tres-long-969803.html>, c. le 24 sept. 2023.
- Chatterjee Miller, M. (2021). The Quad, AUKUS, and India's Dilemmas. *Asia Program*, Council on Foreign Relations, 13 oct., <https://www.cfr.org/article/quad-aukus-and-indias-dilemmas>, c. le 24 sept. 2023.
- Ganguly, S. (2023). Shifting geopolitical tides : India's choice. *Global Asia*, 18(2), 98-107.
- Jaffrelot, C. et Sud, A. (2022). Indian Military Dependence on Russia. *Expressions*, Institut Montaigne, 5 juillet, <https://www.institutmontaigne.org/en/expressions/indian-military-dependence-russia>

- Jaishankar, S. (2019). Discours du ministre des Affaires étrangères à la 4ème conférence Ramnath Goenka, 14 novembre, <https://www.mea.gov.in/Speeches-Statements.htm?dtl/32038>
- Javaid, A. (2020). What is Necklace of Diamonds Strategy? Jagran Josh, 21 juin, <https://www.jagranjosh.com/general-knowledge/necklace-of-diamond-strategy-1592404137-1>
- Jha, Y. (2022). Necklace of diamonds vs string of pearls : India-China standoff. *Times of India*, Readers Blog, 23 juin, <https://timesofindia.indiatimes.com/readersblog/youthwrites/necklace-of-diamonds-vs-string-of-pearls-india-china-standoff-43458/>
- Kliem, F. (2022). *Great Power Competition and Order Building in the Indo-Pacific: Towards a New Indo-Pacific Equilibrium*. Londres : Routledge.
- Lasserre, F. ; Athot, J-M; Su, Z. (2022). Projets portuaires et collier de perles : une stratégie de prise de contrôle de la route maritime de la soie ? Dans Lasserre, F.; É. Mottet et B. Courmont (dir.) (2022). *À la croisée des nouvelles routes de la soie. Coopérations et frictions*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 27-44.
- Milhiet, P. (2022). *Géopolitique de l'Indo-Pacifique. Enjeux internationaux, perspectives françaises*. Paris : Le Cavalier Bleu.
- Patman, E. ; Köllner, P. et Kiglics, B. (dir.) (2022). *From Asia-Pacific to Indo-Pacific. Diplomacy in a contested region*. Londres : Palgrave Macmillan.
- Raja Mohan, C. (2021). Non-Alignment, nationalism and the Quad. *ORF Online*, Observer Research Foundation, 13 avril, <https://www.orfonline.org/expert-speak/non-alignment-nationalism-and-the-quad/>, c. le 24 sept. 2023.
- Saint-Mézard, I. (2022). *Géopolitique de l'Indo-Pacifique*. Paris : PUF.
- Sénat (2020). L'Inde, un partenaire stratégique. Rapport d'information n° 584 (2019-2020), déposé le 1er juillet 2020, <https://www.senat.fr/rap/r19-584/r19-584.html>
- Sengar, S. (2022). When Russia Stunned US & UK Naval Forces And Helped India Win The 1971 War. *India Times*, 1^{er} mars, <https://www.indiatimes.com/news/india/when-russia-stunned-us-uk-naval-forces-helped-india-win-1971-war-563248.html>, c. le 24 sept. 2023.
- Statistic Times (2021). Comparing China and India by Economy. 16 mai, <https://statisticstimes.com/economy/china-vs-india-economy.php#:~:text=Among%20Asian%20countries%2C%20China%20and,both%20countries%20was%20almost%20equal,> c. le 24 sept. 2023.
- Stephens, P. (2015). Is this the Indo-Pacific century ? *Gulf News*, 10 oct., <https://gulfnews.com/opinion/op-eds/is-this-the-indo-pacific-century-1.1598323>, c. le 24 sept. 2023.
- Vincent, E. et Philip, B. (2023). L'Inde a donné son accord de principe pour l'achat de 26 Rafale et 3 sous-marins français. *Le Monde*, 13 juillet, https://www.lemonde.fr/international/article/2023/07/13/l-armee-indienne-pourrait-acquerir-26-avions-de-combat-rafale_6181774_3210.html, c. le 24 sept. 2023.

ARTICLE

L'AVANTAGE SYMBOLIQUE DE LA CHINE DANS L'INDO-PACIFIQUE

Roromme Chantal

roromme.chantal@umoncton.ca

Roromme Chantal est professeur de science politique à l'École des hautes études publiques de l'Université de Moncton. Ses recherches portent en particulier sur les relations internationales de la Chine, l'Indo-Pacifique et le monde émergent. Il est l'auteur, entre autres publications, du livre *Comment la Chine conquiert le monde : une perspective symbolique* (Presses de l'Université de Montréal, 2020). Il travaille actuellement sur plusieurs publications, dont un ouvrage intitulé « *Le piège de Sun Tzu : comment la Chine gagne sans se battre* ».

L'auteur tient à remercier les deux évaluateurs anonymes pour leurs judicieux commentaires et suggestions. Il exprime aussi sa gratitude à l'endroit de Jean-François Thibault pour sa précieuse lecture.

Résumé : Cet article applique un cadre d'analyse inspiré de la sociologie de la pratique de Pierre Bourdieu centrée sur la notion de pouvoir symbolique pour analyser ce qu'il convient d'appeler la « retenue durable » des pays dans la région Indo-Pacifique envers la Chine, en dépit des préoccupations croissantes que suscitent sa montée et son nouvel activisme militaire, politique et économique. En effet, plusieurs fidèles alliés des États-Unis dans l'Indo-Pacifique ont montré un vif intérêt à coopérer à la fois avec les États-Unis et la Chine, déclinant les appels de Washington à adopter une politique plus ferme envers Pékin sur plusieurs questions litigieuses, comme Taïwan, le découplage économique et technologique et l'adhésion à des alliances de sécurité considérées comme visant à contenir la Chine. L'article explique ces réticences par la domination symbolique, c'est-à-dire le fait pour la Chine de s'exprimer à partir d'une position d'autorité singulière dans la constellation du pouvoir, ce qui incite ses interlocuteurs à modifier leurs préférences et comportements sans coercition, mais pas nécessairement en s'appuyant sur l'attraction. L'article étudie les cas de la Corée du Sud, de l'Australie, du Japon, ainsi que celui des États-Unis.

Mots clés : Chine, États-Unis, Corée du Sud, Australie, Japon, pouvoir symbolique, Indo-Pacifique, retenue durable

Abstract: This article applies an analytical framework inspired by Pierre Bourdieu's sociology of practice centered on the notion of symbolic power to analyze what can be called the "enduring restraint" of countries in the Indo-Pacific region towards China, despite growing concerns about China's rise and its new military, political and economic activism. Indeed, several staunch U.S. allies in the Indo-Pacific have shown a keen interest in cooperating with both the U.S. and China, declining Washington's calls for a tougher policy toward Beijing on several contentious issues, such as Taiwan, economic and technological decoupling, and membership in security alliances seen as aimed at containing China. The article explains this reluctance by symbolic domination, i.e. the fact that

China expresses itself from a particular position of authority in the constellation of power, which prompts its interlocutors to modify their preferences and behaviour without coercion, but not necessarily by relying on attraction. The article examines the cases of South Korea, Australia, Japan, as well as the United States.

Keywords : China, United States, South Korea, Australia, Japan, symbolic power, Indo-Pacific, durable restraint

L'émergence de la Chine soulève des questions persistantes sur la pérennité du leadership mondial des États-Unis, en particulier en Indo-Pacifique. Ces dernières années, un nombre croissant d'alliés de Washington ont décliné son invitation à adhérer à une politique d'endiguement classique de la Chine. Pour la Corée du Sud, par exemple, choisir son camp dans la rivalité sino-américaine émergente revient à demander à un enfant si vous aimez votre père ou votre mère, déclare en substance un analyste (Ignatius, 2016). D'autres fidèles alliés américains, comme l'Australie et le Japon, bien que de plus en plus méfiants envers la Chine, l'abordent néanmoins en termes plus pragmatiques en tant qu'investisseur important et partenaire commercial privilégié, au grand dam de Washington. Enfin, d'aucuns craignent que les États-Unis ne s'isolent en s'entêtant à endiguer la Chine (Wolf, 2021).

Les raisons qui expliquent la réticence des pays à antagoniser la Chine sont complexes et multiples. Elles ont toutes trait à ce que Pierre Bourdieu entendait par pouvoir symbolique, c'est-à-dire le pouvoir d'influencer la pensée et les comportements sans coercition, mais pas nécessairement en s'appuyant sur

l'attraction (Vangeli, 2023). Il s'agit plutôt du pouvoir de générer une vision du monde qui procède de la capacité à apporter des réponses cohérentes et pragmatiques à certains problèmes et crises. Autrement dit, le fait pour un acteur de s'exprimer à partir d'une telle position d'autorité dans la constellation du pouvoir que les autres acteurs sont incités à ajuster leurs préférences et comportements (Chantal, 2020). Dans sa diplomatie proactive envers les pays de l'Indo-Pacifique, mais aussi avec ceux dans le monde en développement, la Chine est en général la partie qui parle en position dominante, tandis que ses interlocuteurs se voient le plus souvent obligés de s'adapter à ses préférences.

Le pouvoir symbolique de la Chine découle, pour ainsi dire, de sa centralité dans l'économie politique mondiale (Vangeli, 2023). C'est surtout ce qui explique ce qu'il convient d'appeler la « retenue durable » des pays -alliés ou adversaires des États-Unis- vis-à-vis de Pékin. L'un des mérites des élites dirigeantes chinoises est en effet d'avoir compris que la Chine émerge dans un "new trading world" (Rosecrance, 1986), un monde dans lequel le développement économique est devenu ce que Bourdieu appellerait la nouvelle *illusio*, c'est-à-dire ce qui définit a priori l'intérêt national des États, les motive à coopérer, à s'engager dans le jeu international et conditionne leur perception. La poursuite de l'intérêt économique dans un climat géopolitique de plus en plus incertain et difficile à discerner a obligé les élites mondiales -politiques, économiques et intellectuelles- à se comporter avec prudence dans un monde en mutation. Les cas de la Corée du Sud, de l'Australie, du Japon et même des États-Unis peuvent être particulièrement instructifs.

1. Corée du Sud : un difficile pivot vers les États-Unis

En mars 2022, Yoon Suk-yeol s'est fait élire à la présidence de la Corée du Sud en jurant d'abandonner la politique prudente de la précédente administration de Moon Jae-in à l'égard de la Chine, et d'épouser la ligne dure de Washington envers Pékin (Yoon, 2022). Les propos musclés tenus par Yoon sur la Chine lors de la campagne, son engagement à approfondir les liens de sécurité avec les États-Unis, la politique pro-américaine et l'idéologie sud-coréenne fortement ancrée à droite sont parmi les facteurs qui semblaient rendre irréversible le pivot sud-

coréen vers les États-Unis. De même, la tentation populiste de s'engager dans une politique antichinoise militait en faveur d'une convergence (Park 2023). Il n'en a pourtant rien été.

Le différend de Séoul avec Pékin sur la défense antimissile régionale illustre bien le dilemme de Séoul. Yoon est revenu sur la promesse électorale de déployer des batteries antimissiles américaines supplémentaires de défense de zone à haute altitude (THAAD) sur le sol sud-coréen (Park 2023). Officiellement, le projet vise à prévenir les dérives sécuritaires de la Corée du Nord voisine. Mais Pékin ne le voit pas d'un bon œil. Dès son annonce en 2017, il a toujours fait valoir que le système radar sophistiqué du THAAD pourrait être utilisé pour détecter les missiles chinois. Pékin riposte en boycottant certains produits sud-coréens, réduisant le nombre de touristes se rendant en Corée du Sud de 8 millions à 4,7 millions (Economy, 2022, p. 31).

Les mesures chinoises ciblent aussi l'une des exportations les plus importantes de Séoul vers la Chine : son industrie de la culture et du divertissement. Pékin a interdit aux émissions de télévision coréennes, aux clips de K-pop et aux célébrités et chanteurs coréens populaires d'apparaître en Chine. Le ministère chinois de la Sécurité publique va jusqu'à mettre en garde ses citoyens contre le visionnage de la populaire émission télévisée coréenne *Descendants of the sun*, déclarant que « regarder des drames coréens pourrait être dangereux et pourrait même entraîner des problèmes juridiques ». Ces mesures infligent en l'espace d'un an de graves conséquences à l'économie sud-coréenne : 7,5 milliards de dollars rien qu'en 2017 (Economy, 2022, p. 31).

Séoul apprend vite la leçon. L'hébergement d'un plus grand nombre de batteries THAAD le placerait dangereusement au cœur des tirs croisés entre les géants américain et chinois. Malgré lui, Yoon se déjuge et renonce au THAAD. Le ministre de la Défense se chargera alors d'expliquer qu'il s'agissait d'une décision « concernant la réalité ». Séoul de clarifier du même souffle qu'il n'avait nullement l'intention de se joindre à une architecture régionale de défense antimissile dirigée par les États-Unis. En décembre 2017, dans un revirement spectaculaire, Séoul parvient à une entente avec Pékin : il maintiendra le THAAD tel qu'il est déjà déployé, mais renonce à en déployer un nouveau système ou à intégrer celui existant au

réseau plus large de défense américain en Asie. Yoon se conforme ainsi à la position de son prédécesseur (Park 2023).

La prudence est également de rigueur sur le litigieux dossier taïwanais. La Chine continentale considère l'île de Taïwan comme une province renégate et s'engage à l'« unifier » Taïwan avec le continent. Pour les Chinois, toutes tendances confondues, Taïwan est le dernier vestige de ce qu'ils appellent le « siècle de l'humiliation » (ou « cent ans de honte nationale ») que constitue la période de l'histoire chinoise commençant avec la première guerre de l'opium (1839-1842) et se terminant en 1945 avec la fondation par Mao Zedong de la République de Chine (Maizland, 2024).

Certaines initiatives controversées du président Xi Jinping, notamment en mer de Chine du Sud inquiètent certains observateurs qui lui prêtent l'intention de vouloir redessiner la carte de la Chine. Dans un discours prononcé en octobre 2021, Xi a affirmé : « La tâche historique de la réunification complète de la patrie doit être accomplie et le sera certainement. » Sa Chine affirme sa souveraineté sur des territoires longtemps contestés, en particulier ceux que Pékin considère comme ses intérêts fondamentaux : Hong Kong, la mer de Chine méridionale. Le dernier, Taïwan, est pour ainsi dire la priorité numéro un de Xi (Economy, 2022).

En 1979, les États-Unis ont établi des relations diplomatiques officielles avec la Chine continentale. Depuis, les relations sino-américaines ont été régies la politique d'« une seule Chine ». Mais, en même temps, les États-Unis entretiennent une relation officieuse solide avec l'île et continuent de vendre des équipements de défense à leurs militaires. Pékin continue d'exhorter Washington à cesser de vendre des armes à Taipei et à cesser tout contact avec lui. S'écartant un peu de l'ambiguïté stratégique que Washington avait jusqu'ici toujours entretenue à ce sujet, le président Joe Biden a même promis qu'il défendrait Taipei en cas d'invasion militaire chinoise (Erickson *et al.*, 2024).

En août 2023, Yoon Suk-yeol surprend Washington en refusant de rencontrer la présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, lors de sa visite à Séoul au retour d'un voyage controversé à Taïwan. Le bureau présidentiel sud-coréen expliquera que la décision a été prise sur la base d'une « prise

en compte globale de l'intérêt national ». Si Séoul se montre désormais plus loquace sur l'activisme de la Chine dans le détroit de Taïwan, il s'empresse toujours de rassurer Pékin au sujet du soutien de la Corée du Sud à la politique d'« une seule Chine » et s'est abstenu de prendre toute position explicitement pro-Taïwan (Grossman, 2023; Snyder, 2022).

De même, Séoul se maintient dans une zone grise sur la question du Dialogue quadrilatéral sur la sécurité (Quad) qui regroupe l'Australie, l'Inde, le Japon et les États-Unis (Robson 2022). Le Quad a été mis en place alors que les pays membres s'inquiétaient de l'influence militaire et économique croissante de la Chine. Il est donc largement perçu comme visant à endiguer la Chine (Jaishankar & Madan, 2021). Au cours de sa campagne électorale, Yoon s'était engagé à obtenir une adhésion formelle au Quad, et ses conseillers ont également initialement plaidé en faveur d'une adhésion de la Corée du Sud (Yoon, 2022).

Aujourd'hui, l'administration de Yoon semble voir les choses autrement. Elle se contente d'une coopération informelle et à la carte avec le Quad, et dans des domaines moins contentieux comme le changement climatique et les technologies vaccinales, plutôt que d'une pleine adhésion. Ce faisant, Séoul opte clairement pour travailler avec le Quad tout en restant à l'écart de la militarisation potentielle du groupe contre la Chine (Park 2023).

Enfin, la réticence de l'administration Yoon se vérifie également dans son opposition à la politique américaine visant à isoler la Chine des chaînes d'approvisionnement en semi-conducteurs. Depuis le début de 2022, les États-Unis cherchent à obtenir que des principaux centres de semi-conducteurs du monde entier – en particulier la Corée du Sud, le Japon et Taïwan, qui, avec les États-Unis, sont surnommés le « Chip 4 » – qu'ils se joignent à l'initiative américaine qui vise à former une chaîne d'approvisionnement de puces qui exclut la Chine. Mais l'initiative a plutôt progressé lentement sans beaucoup de progrès dans l'établissement de l'ordre du jour en raison de la forte résistance au sein du groupe contre son orientation fortement antichinoise. En particulier, l'initiative a buté sur la réticence de Séoul (Park 2023).

La grande retenue de la Corée du Sud laisse perplexes la plupart des analystes. Elle promettait en effet d'être le miroir des limites de la puissance chinoise en Indo-Pacifique. En 2023, la Banque de Corée actualisait des statistiques qui montraient que le pays exportait désormais plus de marchandises vers les États-Unis l'année précédente que vers la Chine pour la première fois depuis 2004 (Sam et Hooyeon, 2023). Il faut dire aussi que la stratégie chinoise de « double circulation » (qui l'amène à privilégier ses entreprises nationales) a eu pour effet non désiré de pousser certaines entreprises sud-coréennes à réduire leur dépendance de la Chine.

De son côté, Washington n'y était pas allé de main morte. Pour les éloigner de Pékin, il a promis aux fabricants de puces sud-coréens, tels que Samsung Electronics, ainsi que les fabricants de batteries comme LG Energy Solution, des milliards de dollars de généreuses subventions. Celles-ci devaient permettre à l'administration Biden de séduire les fleurons de l'industrie des technologies sud-coréennes. Et visaient à réduire le rôle central de la Chine dans les chaînes d'approvisionnement américaines. De là à voir dans ces développements la preuve d'un « pivot inexorable » vers Washington, voilà qui était une conclusion bien hâtive (Park, 2023).

Historiquement, la Corée du Sud avait toujours cherché à suivre une « double approche » vis-à-vis des États-Unis et de la Chine, dans laquelle Washington était son principal partenaire de sécurité et Pékin son principal partenaire économique (Grossman, 2023). Le culte de ce « juste milieu » semblait répondre parfaitement à ses besoins dans les deux domaines. L'amitié sino-coréenne ne s'est fissurée qu'en 2016, lorsque la Corée du Sud a acquis le système de missile antibalistique américain THAAD, officiellement pour se protéger contre les attaques de missiles nord-coréens.

Mais, au lieu de s'engouffrer dans la brèche, Washington dilapidera seul au contraire une partie de son capital symbolique. Alors que le pays faisait l'objet d'une vive colère de la part de Pékin, les États-Unis n'ont rien fait pour montrer qu'ils « soutenaient la Corée du Sud ». Pire, le président de l'époque, Donald Trump, est même allé jusqu'à menacer de retirer les troupes américaines de la péninsule coréenne, accusant Séoul de se dérober à ses responsabilités financières en matière sécuritaire (Park, 2023).

La situation a cependant depuis évolué. La présence de Joe Biden à Washington et de Yoon Suk-yeol à Séoul a conduit à une nette amélioration des relations. Contrairement à Trump, Biden promet même un « engagement à toute épreuve » à défendre les alliés américains d'Asie de l'Est et à les consulter sur son programme de sécurité économique, le « Cadre économique indopacifique pour la prospérité » annoncé en 2022 (Atkinson, 2022). Mais plusieurs inquiétudes subsistent qui pourraient profiter à la Chine. Par exemple, si les Sud-Coréens sont préoccupés par les conséquences de la stratégie chinoise dite « double circulation », ils le sont tout autant au sujet des conséquences possibles d'une nouvelle ère de politique industrielle protectionniste américaine et quant à l'impact d'une telle politique sur les industries coréennes clés comme les semi-conducteurs et la construction automobile (Park, 2023).

Par ailleurs, la perspective d'un retour de Donald Trump à la Maison Blanche est probablement en train de faire réfléchir plus d'un à Séoul au moment de prendre des décisions concernant la Chine (Allison, 2024; Edsall, 2024). Ces dernières années, l'influence de la Chine a largement été analysée comme étant essentiellement la conséquence de son pouvoir économique, d'un nouveau prosélytisme idéologique ou même d'actions d'infiltration et de subversion. Elle a en revanche rarement été abordée en termes de pouvoir symbolique. La propension à toujours prêter à Pékin des objectifs géopolitiques ou géoéconomiques cyniques empêche les analystes de saisir les implications cognitives que ces actions peuvent avoir pour les acteurs engagés dans des relations dynamiques avec la Chine et qui se développent dans un contexte particulier (Vangeli, 2018, p. 678).

Ici, le pouvoir symbolique de la Chine réside en la fiabilité et la prévisibilité de son leadership face à une superpuissance américaine dysfonctionnelle et imprévisible, donc stratégiquement peu crédible (Zakaria, 2023). Il n'existe pour l'instant pas de consensus à Washington sur la stratégie à suivre envers la Russie et la Chine. Or, les entreprises coréennes dépendent toujours des composants, du savoir-faire en matière de fabrication et des matières premières chinois dans plusieurs industries identifiées par les États-Unis comme cruciales pour leur sécurité économique.

L'importance des marchés américain et chinois pour l'industrie sud-coréenne des semi-conducteurs explique, par conséquent, la ligne fine sur laquelle marchent les élites dirigeantes sud-coréennes : elles veulent participer au projet « Chip 4 », mais à condition que cette participation soit calibrée et ne nuise au partenariat du pays avec la Chine. En un mot, pour Séoul, renforcer sensiblement la coopération avec Washington dans le domaine des semi-conducteurs ne signifie pas nécessairement tourner le dos à Pékin (Park, 2023).

La stratégie Indo-Pacifique de la Corée du Sud diverge également assez sensiblement de l'approche américaine, qui est centrée sur l'endiguement. Séoul semble refuser d'adopter la conception de Washington qui présente l'Indo-Pacifique comme un champ de bataille entre démocraties et autocraties (The White House, 2022), dans lequel la Chine serait le principal adversaire et un défi quasi existentiel. Séoul définit plutôt l'Indo-Pacifique comme une région « inclusive » où « les nations qui représentent divers systèmes politiques » peuvent coexister pacifiquement. Séoul déclare explicitement qu'il « ne cherche pas à cibler ou à exclure une nation spécifique » et définit la Chine comme un « partenaire régional clé » (Park, 2023).

Le poids économique de la Chine semble jouer un rôle important dans les décisions de Séoul. Se joindre aux efforts des États-Unis pour isoler la Chine des chaînes d'approvisionnement mondiales et se découpler de la Chine pourrait en effet conduire à une grave stagnation économique causée par d'importants déficits commerciaux irrécupérables. La Corée du Sud est l'une des économies les plus dépendantes de la Chine. C'est en effet plus de 40% du revenu national de la Corée du Sud qui provient des exportations, et les exportations vers la Chine représentent la plus grande part de loin – un quart du volume total. Sans ses échanges commerciaux avec la Chine, la Corée du Sud souffrirait d'un déficit majeur et d'un ralentissement économique (Park, 2023).

De même, l'importance du marché chinois pour l'industrie sud-coréenne des semi-conducteurs rend le partenariat commercial avec la Chine encore plus crucial (The Economist, 2023). Les exportations de semi-conducteurs représentent un cinquième du total des revenus commerciaux de la Corée du Sud, et 40% d'entre eux sont vendus à la Chine. La Corée du Sud dépend fortement des importations pour obtenir les minéraux

de terres rares utilisés pour sa production de puces, et une écrasante majorité de 60% de ces minéraux de terres rares importés proviennent de Chine (Park, 2023).

La Chine est devenue pratiquement irremplaçable dans la structure économique de la Corée du Sud. Et cette structure ne peut pas être renversée facilement. Comme l'a déclaré le PDG du conglomérat sud-coréen SK Hynix, abandonner le marché chinois est tout simplement « impossible » pour la Corée du Sud. Malgré la pression croissante en faveur du découplage antichinois à Washington, les élites politiques et les chefs d'entreprise sud-coréens cherchent à protéger les chaînes d'approvisionnement bilatérales existantes avec la Chine et à améliorer l'accord de libre-échange entre la Corée du Sud et la Chine (Park, 2023).

2. Le dilemme sino-américain de l'Australie : choisir maman ou papa?

Le cas de l'Australie n'est pas moins instructif. En 2003, le président George W. Bush décrivait fièrement ce pays allié comme le « shérif adjoint de l'Amérique ». Canberra s'était pourtant jusqu'à un passé récent montré prudent quant à l'élargissement de sa coopération militaire avec les États-Unis et semblait réticent même à envisager une planification d'urgence conjointe advenant un conflit au sujet de Taiwan. Cette réticence est compréhensible. Les dirigeants australiens réalisent que leur pays perdrait probablement beaucoup et gagnerait peu en se liguant avec les États-Unis contre la Chine, l'économie australienne étant beaucoup plus liée à la Chine qu'à celle des États-Unis (Mahbubani 2020, p. 214).

En 2020, le commerce total de l'Australie avec la Chine se chiffrait à 174 milliards de dollars australiens, tandis que ses échanges avec les États-Unis étaient de 44 milliards de dollars, ce qui fait parfois penser qu'un divorce non amorti avec la Chine équivaldrait pour l'Australie à un suicide économique national (Mahbubani, 2020, p. 214). Ce constat amène des voix australiennes influentes à opiner que si l'Australie devait écouter les appels américains appelant les alliés des États-Unis à se coupler de l'économie chinoise, une telle décision reviendrait pratiquement à un suicide économique national (Chantal, 2023). Parmi elles, Geoff Raby, ancien ambassadeur d'Australie en Chine, a déclaré : « Nos intérêts ne sont pas

identiques à ceux des États-Unis. Cela ne veut pas dire que nous ne pouvons pas avoir une relation étroite et chaleureuse avec les États-Unis. Mais nous ne pouvons pas nous joindre aux États-Unis dans une politique fondée sur le fait que la Chine est un concurrent stratégique (cité dans Mahbubani, 2020, p. 214-215).

Dans une veine similaire, l'universitaire Hugh White a écrit : « Il semble que nous nous accrochions toujours à l'idée que l'Amérique restera la puissance dominante en Asie, qu'elle sera là pour nous protéger de la Chine, et que la Chine peut en quelque sorte être convaincue avec bonheur d'accepter cela. Notre gouvernement n'a donc pas réussi une fois de plus à accepter toutes les répercussions des profonds changements qui transforment notre contexte international. C'est le triomphe d'un vœu pieux sur une politique sérieuse » (Mahbubani, 2020).

3. Japon : un difficile désengagement envers la Chine

Le Japon est sans conteste le pays qui a eu les relations les plus troublées avec la Chine au cours du siècle dernier. En effet, les récits historiques convergent à démontrer comment, pendant un demi-siècle au moins, le Japon a infligé une sévère humiliation à la Chine. En 1895, il a vaincu de manière décisive la Chine lors de la guerre sino-japonaise, pour ensuite imposer à l'ennemi vaincu des conditions jugées largement onéreuses, qui comprit l'annexion de Taïwan par les Japonais. L'occupation de la Chine par le Japon de 1937 à 1945 fut encore plus brutale. Selon des estimations même prudentes, jusqu'à quatorze millions de Chinois auraient perdu la vie dans cette occupation militaire, dont jusqu'à 300 000 en quelques jours dans le célèbre massacre de Nankin. Conscients de cet horrible héritage, certains commentateurs se demandent si, s'ils avaient vécu l'horrible expérience qu'était celle de la Chine, des pays occidentaux comme les États-Unis l'auraient pardonné au Japon » (Mahbubani, 2020, 223-224).

Le fait que le Japon soit un proche allié des États-Unis n'est pour rien arranger. La plupart des décideurs américains s'attendent en effet à ce que Tokyo leur soit un allié totalement loyal, quelles que soient les circonstances. Or, bien que le Japon soit

moins dépendant de la Chine, il démontre une retenue similaire à celles de la Corée du Sud et de l'Australie envers la Chine.

Pourtant, Tokyo a adopté une stratégie de désengagement qui ne souffre d'aucune ambiguïté. Dès mai 2021, le gouvernement du premier ministre japonais, Fumio Kishida, a promulgué la « Loi sur la promotion de la sécurité économique » (IISS, 2022). C'est une stratégie presque en tout point similaire à celle des États-Unis. Elle se fonde sur deux axes principaux : la relance des industries nationales et la coopération avec les alliés. S'il fallait trouver un exemple emblématique de politique qui combine ces deux axes, ce serait le projet de relance de l'industrie des semi-conducteurs, qui s'aligne sur l'objectif américain d'exclure la Chine de la chaîne d'approvisionnement des semi-conducteurs par le biais de l'alliance des puces (Lee, 2023).

Or, le désengagement s'est pour le moment plutôt révélé difficile. En particulier, les entreprises japonaises qui font des affaires en Chine ne paraissent pas toutes embrasser avec enthousiasme l'idée d'un désengagement. En 2012, on recensait plus de 14 300 entreprises japonaises qui faisaient des affaires en Chine. Bien que ce nombre ait depuis diminué, on comptait en 2023 plus de 12 700 entreprises japonaises opéraient toujours en Chine l'année précédente (Lee, 2023). Au cours des trois dernières années, les exportations japonaises vers la Chine ont même augmenté, en particulier dans les domaines de l'électricité et de l'électronique.

La centralité de la Chine a semblé ramener le gouvernement japonais à la réalité. Bien qu'il continue de dénoncer les violations des droits de l'homme en Chine, il s'est néanmoins montré prudent quant à la prise de mesures susceptibles de provoquer directement la Chine. Par exemple, peu après son entrée en fonction, le premier ministre Fumio Kishida a annoncé en 2021 qu'il ajournerait pour le moment la promulgation de la « Loi sur les violations des droits de l'homme » qui portait sur de telles actions dont la Chine se serait rendue coupable dans le Xinjiang et à Hong Kong (Lee, 2023).

La Chine est le premier partenaire commercial du Japon depuis 2007. Certaines estimations récentes démontrent qu'un arrêt des importations en provenance de Chine coûterait au Japon jusqu'à 53 000 milliards de yens (353 milliards de dollars) de

pertes de revenus. « Cela équivaut à 10 % du PIB annuel du Japon qui s'envolerait dans un nuage de fumée », commente un analyste (Xing, 2022).

Dans une interview accordée au média chinois *Global Times* en 2022, Tomoo Marukawa, professeur à l'Institut des sciences sociales de l'Université de Tokyo, déclarait que les relations économiques entre le Japon et la Chine étaient étendues et profondes. Il faisait aussi allusion à plusieurs avantages comparatifs indéniables de la Chine. Le PIB total chinois en 2021 était environ 3,4 fois supérieur à celui du Japon, tandis que le volume du commerce extérieur de la Chine dépassant quatre fois celui du Japon. Pour Marukawa, il ressort dès lors clairement de cet ensemble de données qu'il serait clairement plus préjudiciable au Japon advenant une perturbation du commerce entre le Japon et la Chine (Xing, 2022).

4. Les États-Unis : « petite cour, haute clôture »

Les efforts de Washington en vue de rallier les alliés américains dans l'Indo-Pacifique rentrent dans le cadre de la guerre économique que les États-Unis mènent contre la Chine, depuis la présidence de Donald Trump (2017-2021), et qui est destinée à empêcher Pékin de dominer les sommets de la production de semi-conducteurs, de l'intelligence artificielle, de l'informatique quantique et d'autres domaines de haute technologie. Washington considère la Chine comme son principal rival à long terme "pacing threat", dans le jargon du Pentagone (Walt, 2023).

Malgré leurs différences, le président américain Joe Biden a épousé la ligne dure de son prédécesseur à l'égard de Pékin. Comme Trump, Biden estime que les États-Unis doivent se « découpler » de la Chine en réduisant la dépendance du pays en ce qui a trait à la plupart des produits et des chaînes d'approvisionnement chinoises, pour des raisons à la fois économiques et de sécurité nationale (Kucik & Menon, 2022). Biden n'est cependant pas le seul à partager cette conviction. À la grande déception de ceux qui sont en faveur d'un resserrement du commerce et des investissements entre les États-Unis et la Chine, les mesures visant à se désengager envers Pékin, en « découplant » les deux économies, font

l'objet d'un rare unanimité entre démocrates et républicains (Rapoza, 2020).

Passant de la parole aux actes, la Maison-Blanche présentait juin 2021 un plan intégral pour stimuler la production nationale afin de réduire la dépendance de Washington à l'égard des chaînes d'approvisionnement mondiales jugées précaires, en particulier celles en provenance de Chine (Maison Blanche, 2021). La stratégie américaine s'est principalement concentrée sur des industries cruciales comme les semi-conducteurs (Handwerker, 2021), où les États-Unis ont enregistré une forte baisse de leur part de marché au cours des dernières décennies, et les minéraux de terres rares, où ils dépendent de la Chine pour environ 80% de leurs besoins (Subin, 2021).

Le président Biden a par ailleurs maintenu les hausses de droits de douane imposées par Trump sur les importations en provenance de Chine et pris des mesures pour interdire les investissements des entreprises américaines dans 59 entreprises chinoises qui ont des liens avec l'armée chinoise ou produisent des équipements de surveillance (Jacobs, 2021). Biden et les parlementaires démocrates ont soutenu la loi sur l'innovation et la concurrence du chef de la majorité au Sénat de l'époque, Chuck Schumer. Il s'agit d'un méga-plan de 250 milliards de dollars qui visent à financer la recherche scientifique et à développer la fabrication dans les technologies de pointe (Desiderio *et al.*, 2021).

Pourtant, malgré la convergence des deux grands partis américains sur la question, le découplage économique reste un défi de taille. C'est que, pour réussir, il ne suffira pas pour les États-Unis de réorganiser de grandes parties de leur propre économie mondialisée, et de s'assurer de la participation d'autres pays qui sont d'importants partenaires commerciaux et investisseurs de la Chine. Washington doit aussi convaincre les élites économiques américaines du bien-fondé de la démarche. Or, ces objectifs paraissent beaucoup plus difficiles à atteindre que beaucoup à Washington ne semblaient l'anticiper.

Déjà, les détracteurs du découplage économique sont multiples et se font entendre. Parmi eux, la Chambre de commerce des États-Unis a averti que la stratégie du désengagement envers la Chine perturbera les chaînes d'approvisionnement existantes, occasionnera des retards excessifs de production et obligera les

entreprises et les consommateurs à payer plus, notamment parce que la relocalisation de la production ne peut pas se faire du jour au lendemain (U.S. Chamber of Commerce, 2021; Suzuki, 2021). De fait, Biden est confronté à des appels urgents de la part d'entreprises américaines pour mettre fin aux tarifs douaniers de l'ère Trump, à un moment où la Chine a déjà menacé de réduire ses importations en provenance des États-Unis si le projet de loi Schumer était mis en œuvre, ce qui pourrait nuire aux agriculteurs et aux producteurs d'énergie américains (Lobosco, 2021).

En réponse au scepticisme de certains alliés et acteurs économiques américains, l'administration Biden a revu ses ambitions à la baisse et décrit maintenant les restrictions économiques envisagées contre Pékin comme étant étroitement ciblées (c'est-à-dire « une petite cour et une haute clôture »), tout en insistant sur le fait que les États-Unis étaient désireux d'entreprendre d'autres formes de coopération avec la Chine. Il existe cependant un scepticisme croissant s'agissant de savoir si ce que Washington appelle la « haute clôture » serait en mesure d'empêcher la Chine de gagner du terrain dans au moins certains domaines technologiques importants (Ting-Fang, 2023).

Ce scepticisme est par exemple partagé par le responsable des chaînes d'approvisionnement mondiales pour l'une des plus grandes entreprises technologiques américaines installée en Chine. Selon lui, même s'il est contraint d'envisager de déplacer un tiers de ses activités hors de Chine au cours des prochaines années pour isoler ses opérations de la dynamique de plus en plus imprévisible du pays avec les États-Unis, le marché chinois reste à ses yeux « trop grand pour être ignoré ». Pour cette raison, l'entreprise y conserverait certainement des actifs importants pour le servir (Economy, 2022, p. 166).

Pour les entreprises américaines comme Qualcomm, les restrictions imposées par les États-Unis sont tout simplement insupportables. Ces entreprises, qui font l'objet de restrictions sur les puces fournies pour les applications technologiques sensibles, telles que la 5G, veulent vendre des puces conçues pour les appareils courants tels que les smartphones et les montres. Or, ces compagnies américaines tirent une part considérable de leurs profits de la Chine. En 2018, Huawei versait à des compagnies américaines telles que Qualcomm, Intel et Micron Technology 11 milliards de dollars. Et jusqu'à 60 % des

revenus de Qualcomm provenait de la Chine, plus de 50 % pour Micron et 45% pour Broadcom (Economy 2022, p. 166).

De même, en 2019, la Chine pesait 70,5 milliards de dollars dans la balance totale des ventes de semi-conducteurs, ce qui représentait plus du tiers des ventes totales des États-Unis. En outre, l'industrie emploie plus de 240 000 Américains dans plus de 18 États. Cette réalité pousse certains experts à s'inquiéter des effets pervers des efforts américains de découplage et ces inquiétudes sont de plus en plus partagées. L'une des entreprises de conception de puces les plus innovantes de la Silicon Valley, Xilinx, a été contrainte de supprimer plus de 100 emplois en raison de son incapacité à vendre à Huawei (Economy 2022, p. 166).

Ces exemples tendent à démontrer que, à un moment où les États-Unis se lancent dans une guerre économique et technologique avec la Chine et multiplient les sanctions contre elle, il est de plus en plus admis qu'un désengagement complet de l'économie américaine avec celle de la Chine n'est ni possible ni souhaitable. C'est pourquoi l'administration Biden a modifié sa politique à l'égard de la Chine, passant d'un découplage à une politique connue sous le nom de « petite cour, haute clôture », ce qui signifie restreindre les domaines de surveillance tout en augmentant la force des restrictions (Lee 2023).

5. Pouvoir symbolique et la « réticence durable » envers la Chine

Ce qu'il convient d'appeler la « retenue durable » envers la Chine constitue à l'évidence l'une des grandes énigmes des relations internationales au 21^e siècle. D'une part, les réalistes défensifs ont longtemps postulé qu'il existe une forte tendance des grandes puissances à faire face aux menaces (Walt, 1990). Lorsqu'un État puissant se trouve à proximité, lorsque ses forces militaires semblent taillées sur mesure pour projeter de la puissance contre les autres, et lorsqu'il semble avoir des ambitions révisionnistes, les puissances voisines s'unissent généralement pour le dissuader ou le vaincre. D'autre part, mus par cette conviction, certains analystes annonçaient depuis les années 1990 que, à l'instar de l'Europe au siècle précédent, l'Asie était « mûre pour la rivalité » (Friedberg, 1993).

Ces prophéties ne sont pas concrétisées. Certes, la méfiance et la rivalité s'installent dans la région, en particulier entre des pays puissants tels que la Chine et le Japon et entre la Chine et l'Inde. Ces tensions ne doivent cependant pas faire oublier que l'Asie est maintenant entrée dans sa cinquième décennie d'une paix relative, alors même que l'Europe est à nouveau en guerre. Et même s'il y a lieu de déplorer un certain nombre de conflits internes, en particulier au Myanmar, la région est dans l'ensemble restée remarquablement pacifique, évitant les conflits interétatiques malgré une importante diversité ethnique et religieuse (Mahbubani, 2023, p. 131).

Ce développement peut, bien sûr, être attribué à de multiples facteurs sociaux, politiques et économiques. Le pouvoir symbolique de la Chine n'y est cependant pas étranger non plus. Comme l'explique l'universitaire Matthew Eagleton-Pierce, dans une analyse inspirée de Bourdieu : « la capacité de faire des groupes, de les constituer, de les diviser ou de les détruire, est une caractéristique durable du fonctionnement du pouvoir symbolique » (Eagleton-Pierce, 2013, p. 64-65).

Si l'on transpose cette maxime à la situation de l'Indo-Pacifique, cela donne : en dépit de leur scepticisme et méfiance à l'égard de la Chine et par conséquent de leur intérêt à demeurer sous le parapluie sécuritaire des États-Unis, la stratégie des alliés américains dans la région reflète dans l'ensemble une forte impulsion à maintenir des relations positives avec la Chine sur la base d'un engagement coopératif, plutôt que de l'affronter. Cette réticence en apparence paradoxale à l'idée d'antagoniser Pékin s'explique d'elle-même : une politique antichinoise ferait plus de mal que de bien aux intérêts géostratégiques, économiques et sécuritaires globaux des pays concernés. Ils en ont conclu qu'ils ne peuvent, malgré eux, pas ignorer la Chine.

Les concepts de *hard power* et de *soft power* ont indiscutablement pris de l'importance dans les discours officiels et semi-officiels chinois au cours des dernières années. Depuis l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir en 2012, la Chine a fait ce qu'il convient d'appeler un « grand bond en avant militaire », d'où certains analystes prêtent au leadership chinois des « ambitions hégémoniques dans une Asie en effervescence sécuritaire » (Vaulerin, 2016). Pékin ne cesse d'accumuler des navires, des avions et des missiles dans ce qui

s'apparente au « plus grand renforcement militaire de tous les pays depuis des décennies » (Beckley, 2024).

Le leadership communiste a aussi fait sien la théorie du soft power dont les décideurs chinois ont fait un concept stratégique de première importance, contribuant ainsi à l'éclosion de tout un agenda de recherche sur le sujet (Albert, 2017). Et, à cet égard, analystes et décideurs occidentaux auraient tort de sous-estimer le soft power chinois si l'on en croit, par exemple, le centre de recherche Lowy institué dont la plus récente étude « Asia Power Index 2023 » place la Chine au premier rang pour son influence culturelle devant les États-Unis et au deuxième rang pour son influence culturelle en Asie (Lowy Institute Asia Power Index, 2023).

Le soft power ne peut cependant pas expliquer les résultats de la Chine en matière d'influence, dans la mesure où les élites politiques ou des affaires des pays concernés en Indo-Pacifique ne sont pas nécessairement attirés par l'attrait magnétique de l'idéologie, des valeurs et de la culture de la Chine. Autrement dit, ce n'est pas parce que les responsables chinois prétendent que le soft power est un outil stratégique et que la culture du pays connaît un regain d'intérêt que les élites d'autres pays se conforment automatiquement à ses préférences. Les efforts de la Chine pour exploiter son soft power afin d'obtenir des concessions d'autres pays ont au mieux donné des résultats mitigés (Linetsky, 2023).

On ne peut pas dire non plus que ces élites aient été contraintes de s'incliner devant la puissance militaire de la Chine, comme le suggérerait une politique traditionnelle fondée sur la puissance coercitive -qu'elle soit militaire ou économique. Par exemple, des études récentes ont montré que la thèse d'une « diplomatie du piège de la dette » de la Chine est contestable. On peut en vouloir pour preuve que, même dans les rares cas où la Chine semble avoir exploité avec succès son influence -comme lorsqu'elle a retenu les exportations de terres rares pour contraindre le Japon dans un différend en 2010- l'effet à long terme a été d'affaiblir les capacités coercitives de la Chine (Cavanna, 2021, p. 222-225).

Quelque chose de beaucoup plus profond est donc manifestement à l'œuvre. Si l'on s'en tient à la seule dimension économique, la Chine est devenue la nouvelle

« nation indispensable », avec laquelle il faudra compter dans un avenir prévisible (Drezner, 2017). Au cours des dernières décennies, la Chine a accumulé du prestige grâce à une variété de statistiques qui rendent compte d'une croissance économique sans précédent à l'échelle de l'histoire, de sorte que, aujourd'hui, malgré un ralentissement sensible de ses activités économiques, les paris sont bien engagés pour savoir l'année lorsqu'elle surclassera les États-Unis en tant que plus grande économie du monde (Lardy, 2024).

En ce sens, lorsque y compris des démocraties libérales et des économies avancées comme celles de l'Indo-Pacifique sont engagées par la Chine dans des relations asymétriques, elles sont confrontées à un acteur qui a déjà un statut établi de grande puissance mondiale en tant que deuxième économie mondiale, et qui s'exprime à partir d'une incontestable position d'autorité (Vangeli, 2018, p. 678). Or, si l'influence croissante de la Chine est souvent présentée comme l'effet d'une coercition économique, ou le résultat d'actions d'infiltration et de subversion, elle est rarement reconnue comme la conséquence d'une domination symbolique. Sont ainsi occultées les implications cognitives qu'induit la centralité de la Chine dans l'économie mondiale politique mondiale pour les acteurs incités à redéfinir leurs actions et préférences dans un contexte géopolitique changeant (Allison, 2024; Ignatius, 2016).

Conclusion

En 2013, le président Xi Jinping a lancé l'initiative des nouvelles de la soie baptisée « une ceinture, une route », pour utiliser la puissance économique du pays afin d'accroître son poids géopolitique et de contrer l'influence des États-Unis et d'autres démocraties industrialisées. Depuis, il est estimé que la Chine a déboursé près de 1 000 milliards de dollars à des pays en développement, principalement sous forme de prêts, pour construire des centrales électriques, des routes, des aéroports, des réseaux de télécommunications et d'autres infrastructures. Malgré les critiques dont elles font parfois l'objet, ces projets ont permis de relier des pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et de certaines parties de l'Europe de l'Est et du Sud (Bradsher, 2023).

L'Indo-Pacifique n'est pas indifférente. Au lieu de choisir leur camp entre la Chine et les États-Unis, les pays de la région ont

pour le moment semblé opter pour une ligne diplomatique fine entre les deux -une « troisième voie » (Muhbani, 2023). Bien que de nombreux pays de la région expriment des inquiétudes croissantes face à certaines actions controversées chinoises, en particulier en mer de Chine méridionale, ils refusent en même temps d'évaluer les options qui s'offrent à eux en termes dichotomiques. De fait, beaucoup d'entre eux ne partagent ni la perception des États-Unis de la menace chinoise ni la vision simpliste de l'administration Biden d'un monde divisé en États autocratiques et démocratiques (Grieco, 2023).

Bien qu'il existe des différences marquées dans la façon dont ils y parviennent, les pays de l'Indo-Pacifique poursuivent un « multi-alignement » qui se fonde sur la combinaison des partenariats, pleinement conscients des avantages ainsi que des risques et des limites de la collaboration avec divers partenaires. Plus qu'une neutralité, le multi-alignement doit plutôt être conçue comme « une décision active prise pour établir des liens amicaux avec plusieurs grandes puissances, en travaillant le plus étroitement possible avec le partenaire qui convient le mieux à la sécurité et aux intérêts économiques du pays sur une question donnée » (Grieco, 2023).

Le pouvoir symbolique de la Chine nourrit ainsi une analyse géopolitique renouvelée des relations des pays de l'Indo-Pacifique avec la Chine dont le premier ministre de Singapour, Lee Hsien Loong, paraît bien capter l'essence. Comme il l'explique, la « présence substantielle » de la Chine dans la région signifie que les pays « doivent tous apprendre à vivre avec [elle] ». Ce constat amène Lee à plaider en faveur d'une collaboration avec ceux « qui ne partagent pas complètement les mêmes idées, mais avec lesquels vous avez de nombreux problèmes, où vos intérêts s'alignent » (Lee, 2021).

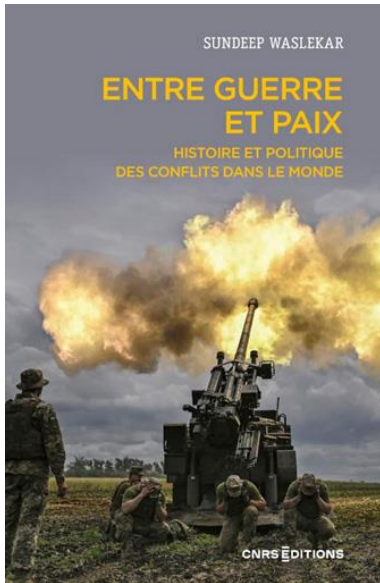
En optant pour des positions multi-alignées, les pays de la région Indo-Pacifique ont non seulement réussi à maintenir de bonnes relations avec Pékin et Washington, en préservant la confiance des deux capitales : ces pays ont également permis à la Chine et aux États-Unis de contribuer de manière significative à la croissance et au développement de l'Indo-Pacifique. Devenue l'épicentre des rivalités entre la Chine et les États-Unis pour l'hégémonie mondiale, cette région pourrait-elle être un miroir de l'évolution probable de la géopolitique au 21^e siècle en Asie et au-delà?

Références bibliographiques

- Albert, Eleanor (2017). China's Big Bet on Soft Power. *Council on Foreign Relations*, 11 mai.
<https://www.cfr.org/backgrounder/chinas-big-bet-soft-power>, c. le 5 avril 2024.
- Allison, Graham (2024). Trump Is Already Reshaping Geopolitics. *Foreign Affairs*, 16 janvier.
- Atkinson, Robert D (2022). Biden's Indo-Pacific Economic Framework Is a Paradigm Shift. *Foreign Policy*, 1er juillet,
<https://foreignpolicy.com/2022/07/01/biden-ipef-indo-pacific-trade-economics-china/>, c. le 3 avril 2024.
- Beckley, Michael (2024). How Primed for War Is China? *Foreign Policy*, 4 février.
- Bradsher, Keith (2023). China Invested \$1 Trillion to Gain Global Influence. Can That Go On? *The New York Times*, 16 octobre.
- Cavanna, Thomas P. (2021). Coercion Unbound? China's Belt and Road Initiative. Dans Daniel W. Drezner *et al.* (dir.), *The Uses and Abuses of Weaponized Interdependence*. *Washington Institution Press*, p. 221-235.
- Chantal, Roromme (2023). Pouvoir symbolique ou soft power? Réévaluer le nouveau rôle de la Chine en Asie et au-delà. Dans Frédéric Lasserre *et al.* (dir.), *Le soft power en Asie: nouvelles formes de pouvoir et d'influence?* Québec, PUQ.
- Chantal, Roromme (2020). *Comment la Chine conquiert le monde : le rôle du pouvoir symbolique*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal.
- Desiderio, Andrew *et al.* (2021). Senate advances defense bill after Schumer, Pelosi reach deal on China legislation. *Politico*, 17 novembre.
- Drezner, Daniel W. (2017). Why China will be able to sell itself as the last liberal great power. *The Washington Post*, 24 janvier.
<https://www.washingtonpost.com/posteverything/wp/2017/01/24/why-china-will-be-able-to-sell-itself-as-the-last-liberal-great-power/>, c. le 5 avril 2024.
- Eagleton-Pierce, Matthew (2013). *Symbolic Power in the World Trade Organization*. Oxford/New York, Oxford University Press.
- Economy, Elizabeth C (2022). *The World According to China*. Cambridge, Polity Press.
- Edsall, Thomas B. (2024). The World Feels the Trump Touch. *The New York Times*, 14 février.
- Erickson, Andrew S. *et al.* (2024). The Taiwan Catastrophe. *Foreign Affairs*, 16 février.
- Friedberg, Aaron L. (1993). Ripe for rivalry: prospects for peace in a multipolar Asia. *International security*, 18 (3): 5-33.
- Grieco, Kelly A. (2023). The Indo-Pacific Has Already Chosen Door No. 3. *Foreign Policy*, 31 mai.
- Grossman, Derek (2023). South Korea's Surprisingly Successful China Policy. *The Diplomat*, 1^{er} décembre.
- Handwerker, Carol (2021). A global semiconductor shortage highlights a troubling trend: A small and shrinking number of the world's computer chips are made in the US. *The Conversation*, 9 mars.
- IISS (2022). Japan's Economic Security Promotion Act and the implications for businesses. *Strategic Comments*, 28(32),
<https://www.iiss.org/publications/strategic-comments/2022/japans-economic-security-promotion-act-and-the-implications-for-businesses/>, c. le 5 avril 2024.
- Jacobs, Jennifer (2021). Biden Blocks 59 Chinese Companies in Amended Trump Order. *Bloomberg*, 3 juin.
- Jaishankar, Dhruva *et* Tanvi Madan (2021). How the Quad Can Match the Hype. *Foreign Affairs*, 15 avril.
- Kucik, Jeffrey *et* Rajan Menon (2022). Can the United States Really Decouple From China? *Foreign Policy*, 11 janvier.
- Kuyoun, Chung (2023). South Korea's Quest to Become a Global Pivotal State. *The Diplomat*, 4 novembre.
- Lardy, Nicholas S. (2024). China Is Still Rising. *Foreign Affairs*, 2 avril.
- Lee, Chang-min (2023). Decoupling from China is Not So Easy for Japan and Korea. *9Dashline*, 7 mars.
- Lee, Hsien Loong (2001). 'We must learn to live with China'. *The Australian*, 10 juin.
- Linetsky, Zuri (2023). China Can't Catch a Break in Asian Public Opinion. *Foreign Policy*, 28 juin.
- Lobosco, Katie (2021). Pressure is growing on Biden to lift Trump's tariffs as supply chain problems worsen. *CNN*, 3 octobre.
- Mahubani, Kishore (2023). Asia's Third Way. *Foreign Affairs*, 28 février.
- Mahubani, Kishore (2020). *Has China Won: The Challenge to American Primacy?* New York, Public Affairs.
- Maison Blanche (2021). Building Resilient Supply Chains, Revitalizing American Manufacturing, and Fostering Broad-based Growth, 4 juin.
<https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2021/06/100-day-supply-chain-review-report.pdf>, c. le 8 mars 2024.

- Maizland, Lindsay (2024). Why China-Taiwan Relations Are So Tense. Council on Foreign Relations, 8 février. <https://www.cfr.org/backgrounder/china-taiwan-relations-tension-us-policy-biden#chapter-title-0-4>, c. le 3 avril 2024.
- Park, James (2023). South Korea's Enduring Restraint Toward China. *The Diplomat*, 18 février.
- Patton, Susannah, et al. (2023). *Lowy Institute Asia power Index: 2023 Key Findings Report*. Lowy Institute. <https://power.lowyinstitute.org>
- Sam, Kim et Hooyeon Kim (2023). US Overtakes China as South Korea's Top Export Market. *Bloomberg*, 31 décembre. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2024-01-01/us-overtakes-china-as-south-korea-s-top-export-market?embedded-checkout=true>, c. le 20 mars 2024.
- Snyder, Scott A. (2022). Yoon Is Revitalizing a Seventy-Year-Old Alliance by Taking Political Chances. *The Diplomat*, 15 novembre.
- Rapoza, Kenneth (2020). Overwhelming Majority Say Time To 'Decouple' From China. *Forbes*, 27 avril.
- Robson, Steph (2022). Quad nations conclude four-day naval drills off Japan. *Stars and Stripes*, 15 novembre.
- Rosecrance, Richard (1986). *The Rise of the Trading State: Commerce and Conquest in the Modern World*. New York: Basic Books.
- Subin, Samantha (2021). The new U.S. plan to rival China and end cornering of market in rare earth metals. *CNBC*, 17 avril.
- Suzuki, Hiroyuki (2021). Building Resilient Global Supply Chains: The Geopolitics of the Indo-Pacific. *CSIS*, 19 février. <https://www.csis.org/analysis/building-resilient-global-supply-chains-geopolitics-indo-pacific-region>, c. le 20 février 2024.
- The White House (2022). National Security Strategy. Washington, octobre. <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2022/10/Biden-Harris-Administrations-National-Security-Strategy-10.2022.pdf>, c. le 3 avril 2024.
- Ting-Fang, Cheng (2023). How China's tech ambitions slip through the U.S. export control net. *Nikkei Asia*, 20 octobre.
- U.-S. Chamber of Commerce (2021). Understanding U.-S-China Decoupling: Macro Trends and Industry Impacts, 17 février. https://www.uschamber.com/assets/archived/images/024001_us_china_decoupling_report_fin.pdf, c. le 6 mars 2024.
- Vangeli, Anastas (2021). Global China and Symbolic Power in the Era of the Belt and Road. Dans Burcu Baykurt et Victoria de Grazia (dir.) *Soft-Power Internationalism: Competing for Cultural Influence in the 21st-Century Global Order*. New York Chichester/West Sussex, Columbia University Press, 224-248.
- Vangeli, Anastas (2018). Global China and symbolic power: the case of 16+ 1 cooperation. *Journal of Contemporary China*, 27 (113): 674-687.
- Vaulerin, Arnaud (2016). Avec Xi Jinping, l'armée chinoise prend du galon. *Libération*, 24 avril. https://www.liberation.fr/planete/2016/04/24/avec-xi-jinping-l-armee-chinoise-prend-du-galon_1448338/, c. le 2 avril 2024.
- Walt, Stephen (2023). The World Won't Be the Same After the Israel-Hamas War. *Foreign Policy*, 8 novembre.
- Walt, Stephen M. (1990). *The origins of alliance*. Ithaca, Cornell University Press.
- Wolf, Martin (2021). Containing China is not a feasible option. *The Financial Times*, 2 février.
- Xing, Xiaojing (2022). Japan's business community fears huge losses from 'decoupling' from China, calls on Japanese government to be rational about China-related affairs National interests before politics. *Global Times*, 24 novembre.
- Yoon, Suk-yeol (2022). South Korea Needs to Step Up. *Foreign Affairs*, 8 février.
- Zakaria, Fareed (2023). The Self-Doubting Superpower. *Foreign Affairs*, 12 décembre.

R E C E N S I O N S



Sundeep Waslekar (2023). *Entre guerre et paix. Histoire et politique des conflits dans le monde.*
Paris : CNRS Editions, 344 p.

Traduction de *A World Without War*, 2022, Harper Collins.

Il ne fait aucun doute que le monde traverse une période de turbulences qui appelle à une bonne compréhension des dangers qui guettent l'humanité, et à des idées crédibles pour l'avenir. Les tensions s'accumulent entre Washington et Pékin ; la guerre fait rage en Ukraine et à Gaza, avec un risque réel d'escalade régionale. Au-delà de la conjoncture, l'auteur s'efforce de développer ici une réflexion sur la guerre, sa place dans les relations internationales et dans la trajectoire du monde. Pourquoi, s'interroge le chercheur en point de départ de son livre, faut-il qu'au moment où « nous possédons tout le génie nécessaire pour faire de notre planète un paradis, nous avançons vers un suicide collectif », en ces temps les plus dangereux de l'histoire de notre espèce? Deux menaces pèsent, selon lui, sur l'avenir du genre humain : la course aux armements cataclysmiques, à commencer par la bombe atomique, mais aussi les armes bactériologiques; et l'hypernationalisme de dirigeants mus par les mésusages du pouvoir. Face au démantèlement des traités de non-prolifération, à la militarisation de l'intelligence artificielle et à

l'appétit de princes aux discours abrasifs, l'une des principales solutions préconisées par le chercheur est d'interpeller les opinions publiques et de créer les conditions d'un « contrat social mondial ». Ce dernier passe par une cohabitation de chacun entre empathie envers l'humanité et loyauté envers son État.

Ce livre traite de manière approfondie et très érudite des menaces existentielles qui pèsent sur l'humanité aujourd'hui et propose une réflexion intellectuelle sur les moyens d'aller de l'avant. Il ne vise pas à proposer une nouvelle philosophie ou théorie, mais plutôt à stimuler le débat nécessaire à un changement fondamental. Il cite abondamment les philosophes et pertinents tout en évitant une théorie explicative austère et en conservant l'aspect militant central dans l'ouvrage. Le livre offre également une lecture intéressante avec un certain nombre d'histoires moins connues mais très illustratives, telles que des aperçus historiques intéressants sur les préparatifs et le déroulement des conférences de paix de La Haye de 1899 et 1907 - et sur Peter Rosegger, un poète nationaliste allemand autrichien qui, en 1913, était l'un des principaux candidats au prix Nobel de littérature qui a finalement été décerné à l'auteur indien Rabindranath Thakur Tagore (1861-1941).

La guerre n'est pas une fatalité, mais le choix des États

L'un des points forts du livre réside dans son diagnostic clair et précis. Il commence par une définition claire de la menace que représentent les « armes de destruction finale » modernes (un terme approprié utilisé de manière récurrente dans le livre). Il propose ensuite une critique sobre et impitoyable du nationalisme, qui s'est révélé l'idéologie la plus puissante de l'ère moderne depuis son apparition à la fin du XVIII^e siècle pour conduire à deux guerres mondiales notamment. Il a détruit des empires et vaincu le communisme - et a récemment muté en une variété de formes qui représentent une menace très sérieuse pour l'humanité aujourd'hui. Enfin, la guerre est une question de choix. Il n'y a

pas de fatalité sur le chemin de la guerre et, n'en déplaise aux réalistes, les relations entre États ne sont pas condamnées à être marquées au coin du conflit, pas plus qu'il n'y a de déterminisme de la géographie qui devrait conduire les États à entrer en guerre pour le territoire et les ressources, une vision largement défendue par l'école matérialiste en géopolitique dont les hérauts étaient Mackinder ou Spykman, et qui connaissent un grand regain d'intérêt. Les partisans d'une lecture selon l'école réaliste des sciences politiques pourront toujours tourner en dérision l'approche idéaliste et kantienne des relations internationales de Sundeep Waslekar et d'autres partisans de la mise à l'index de la guerre, de la paix perpétuelle et du multilatéralisme par la force du droit et la sécurité collective. Idéalisme certes, mais qui repose sur l'idée que la guerre est toujours une question de choix. Et le danger d'une erreur de calcul est toujours présent. Par exemple, il y avait suffisamment de connaissances et de bonnes raisons pour s'opposer à la guerre : Avant le mois d'août 1914, estime l'auteur, il y avait suffisamment de connaissances et de bonnes raisons de s'opposer à la Première Guerre mondiale. Dans ce contexte, il est intéressant d'observer les explications d'Henry Kissinger, qui souligne les erreurs de jugement des grandes puissances, leur manque de compréhension de la létalité des armes et l'absence de définition claire des objectifs de guerre. Nous retrouvons aujourd'hui bon nombre de ces erreurs, à la différence près que le « somnambulisme » (Clark, 2014) vers une véritable guerre mondiale entre grandes puissances pourrait bien être fatal. Il faut donc absolument l'éviter, explique l'auteur.

Quelques exemples positifs démontrant que des alternatives demeurent possibles, sont abordés dans le chapitre « Le point du jour ». Dans ce chapitre, Waslekar souligne à juste titre les réalisations de dirigeants comme Willy Brandt, Ronald Reagan et Mikhail Gorbatchev. La transformation de la pensée du président américain Ronald Reagan (président de 1981 à 1989), qui avait commencé son premier mandat en 1981 comme le « guerrier de la guerre des étoiles » et a pourtant terminé avec une maxime historique selon lequel « la guerre nucléaire ne peut pas être gagnée et ne doit donc jamais être menée », a eu un impact durable. Elle revêt une grande importance historique et motive les dirigeants d'aujourd'hui, comme en témoigne la réaction internationale la plus récente

face à la Russie qui a joué avec les mots au sujet de l'utilisation d'armes nucléaires en Ukraine.

Un contrat social de la paix

Le chapitre « L'aurore – forger la paix, prévenir les guerres » présente un résumé des idées sur la paix et la coexistence entre les nations défendues par les grands penseurs. Il aborde ensuite les institutions destinées à préserver la paix. L'auteur se demande si les Nations Unies ont, « dans la poursuite de leur programme de développement, ignoré leurs objectifs en matière de paix et de sécurité ». Cette question est tout à fait pertinente. L'ONU ne s'acquitte pas de sa mission première, qui est de préserver la paix, mais se concentre de plus en plus sur les conséquences humanitaires des guerres – autrement dit, l'ONU abdique son rôle de prévention pour se concentrer sur une fonction d'ambulance. Si le travail humanitaire est important, il appartient aux agences humanitaires, tandis que l'ONU doit se souvenir de la raison pour laquelle elle a été créée en premier lieu.

Dans l'avant-dernier chapitre et dans le dernier chapitre « Le matin, enfin : un monde sans guerre », l'auteur aborde la question cruciale du nécessaire contrat social dans le monde d'aujourd'hui. La question est abordée sous plusieurs angles. Waslekar explique que le contrat social est une idée et un processus de transformation plutôt qu'un accord contractuel. De nombreux obstacles s'opposent au processus de transformation dans l'esprit d'un nouveau contrat social. Il s'agit non seulement de l'opposition directe, fondée sur les intérêts, mais aussi de l'obscurantisme et de l'opportunisme. Le livre critique à juste titre la Cour internationale de justice pour son avis ambigu sur les armes nucléaires et les États pour leur « nationalisme vaccinal » et leur manque de coopération lors de la pandémie de Covid-19. Par-dessus tout, un nouveau contrat social exige une mobilisation critique de la société civile, tant à l'intérieur des États qu'au niveau international.

Les processus de changement requis impliquent de faire preuve d'innovation. Les deux conférences de La Haye de 1899 et 1907 ont jeté les bases d'un nouveau système international fondé sur le droit. Tournant résolument le dos au système politique du Concert européen, elles se sont ouvertes aux pays d'Amérique et d'Asie et entendaient

notamment favoriser la pratique de l'arbitrage pour régler les différends et assurer la paix. L'idée d'une troisième conférence de La Haye suggérée par Waslekar est une innovation intéressante. L'auteur suggère que « ce n'est que si une grande puissance prend l'initiative... que l'idée pourrait devenir réalité ». Il s'agit d'une position intéressante, qui invite à une discussion plus approfondie. La Chine, avec son « Initiative de sécurité mondiale » (2022), qui promeut une refonte des principes de la gouvernance mondiale, serait-elle en train de se faire l'initiateur possible de quelque chose de grand et d'important ? ou son projet ne sert-il que ses intérêts bien compris, comme le craint Washington – qui redoute également de perdre la main sur les initiatives diplomatiques majeures. L'Inde va-t-elle mettre à profit son expérience acquise lors de sa présidence du G-20 en 2023 pour lancer une nouvelle initiative ? Le Brésil utilisera-t-il sa présidence du G-20 en 2024 à cette fin ? Les États-Unis semblent préoccupés par la construction d'alliances et par les sommets des démocraties. La Russie s'est engagée sur la voie de l'agression armée contre la Géorgie puis contre l'Ukraine. Cela a réduit le nombre de candidats potentiels pour un rôle fédérateur et ouvert un large espace aux initiatives du Sud.

Une autre idée est le Sommet de l'avenir des Nations Unies proposé par le Secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres dans son rapport Notre programme commun rendu public en septembre 2021 et accepté par les États membres des Nations Unies au début de 2023 (Nations Unies, 2023). En septembre 2022, l'Assemblée générale des Nations unies a décidé de convoquer le Sommet du futur en 2024 et d'organiser une conférence ministérielle préparatoire à l'automne 2023. Un Conseil consultatif de haut niveau (High Level Advisory Board, HLAB) a été nommé par le Secrétaire général en mars 2022 pour préparer des « propositions audacieuses » qui pourraient aider le processus de préparation. Le HLAB examine un certain nombre de questions abordées dans le livre de Waslekar et présentera des propositions de changement concernant le système financier international, l'environnement / la gouvernance climatique, la paix et la sécurité internationales (y compris le désarmement nucléaire), etc. Le moment semble venu d'innover au niveau de la sécurité et de la coopération mondiales.

Le livre se termine par un rappel des initiatives audacieuses et fondées sur une conception de l'éthique de dirigeants du passé, qui ont été en mesure de changer le cours de l'histoire dans une direction positive. Il existe des précédents d'initiatives positives. L'ouvrage plaide pour la nécessité de mobiliser l'opinion publique afin de priver les politiques nationalistes du soutien populaire et de leur légitimité. Cela appelle à un débat politique plus approfondi qui devrait conduire à une réorientation politique fondamentale. À une époque où le nationalisme est fort et même en hausse presque partout, y compris dans la plupart des grandes puissances, la tâche paraît ardue. Mais qui sait ? Nous vivons une époque qui pourrait s'avérer être « un point d'inflexion de l'histoire ». Et une telle époque fournit de solides raisons en faveur d'une alternative éthiquement supérieure et pratiquement meilleure - pour un monde sans guerre.

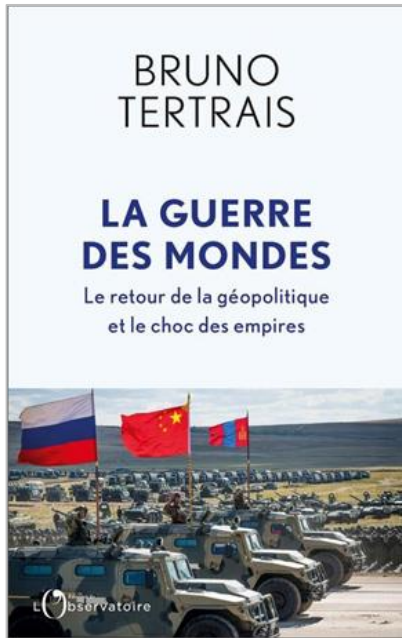
Frédéric Lasserre

Directeur du CQEG

Références

Clark, C. (2014). *Les Somnambules : été 1914, comment l'Europe a marché vers la guerre*. Paris : Flammarion. Traduction de *Sleepwalkers : How Europe Went to War in 1914*. Londres : Penguin, 2012.

Nations Unies (2023). Notre programme commun.
<https://www.un.org/fr/common-agenda>



Bruno Tertrais (2023). *La guerre des mondes : le retour de la géopolitique et le choc des empires.* Paris : L'Observatoire.

De l'Ukraine au Proche-Orient en passant par le Caucase, les conflits éclatent et les tensions s'intensifient à la lisière de l'Union européenne. Les affrontements potentiels sont tout aussi évidents en Asie, notamment en mer de Chine du Sud, alors que Pékin fait monter la pression sur Taïwan. Les signaux annonciateurs de ce retour possible de la guerre étaient bien réels depuis quelques années même si, trop longtemps, l'Europe – à commencer par la France et l'Allemagne – avait préféré ne pas les voir, illusion portée également par plusieurs politologues qui annonçaient la vacuité de la géopolitique et la fin des guerres entre États. Ce monde en plein chaos est marqué par l'affirmation de « néo-empires » autoritaires et revanchistes qui, tels la Russie, la Chine, la Turquie ou l'Iran, sont décidés à remettre en question la domination occidentale sur le système international. Sortis d'une longue torpeur, ces régimes veulent retrouver, au nom de leur grandeur passée dont on cultive le souvenir avec énergie, ce qu'ils estiment être leur place légitime sur la scène mondiale. L'auteur estime qu'avec le pic de la mondialisation vers 2010 a débuté une ère de reflux de cette intégration économique mondiale et de déclin relatif des démocraties.

Comment qualifier cette nouvelle donne ? « Nous sommes à une époque comparable à la fois aux années 1910 – celles de la compétition entre empires qui a conduit à la Première guerre mondiale –, aux années 1930 – celles de la menace des États fascistes qui a conduit à la Seconde –, mais plus encore aux années 1950 – celles de la guerre froide naissante », écrit Bruno Tertrais, qui précise : « Bienvenue dans la guerre tiède, troisième choc en cent ans entre le monde des autocraties et celui des démocraties, dans laquelle des États révisionnistes, insatisfaits du statu quo, seront responsables de conflits indirects et de crises majeures. » Le directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), juriste et politiste, reprend le titre du célèbre roman de science-fiction de H.G. Wells, *La Guerre des mondes* (1898) pour nous inciter à nous confronter à cette réalité.

Réveil brutal des démocraties, qui, rappelle l'auteur, se sont permis de croire en une sorte de Fin de l'Histoire, pour reprendre l'expression de Francis Fukuyama (1992), dans laquelle le monde post-guerre froide à partir de 1991 verrait le triomphe des idées occidentales de démocratie, de consensus de Washington et de libéralisme. Cinq illusions ont ainsi orienté les politiques des pays occidentaux et du Japon, que ne troublèrent qu'à peine les attentats du 11 septembre 2001. La mondialisation se poursuivrait et montrerait ses avantages pour tous les pays. La croissance économique générerait la démocratie, notamment en Chine, et le meilleur outil pour l'atteindre serait d'encourager le commerce avec Pékin, car par la vertu des échanges commerciaux percoleraient les valeurs libérales. La fin de la guerre froide marquerait l'avènement d'un monde apaisé. L'État-nation allait peu à peu voir son importance politique décliner, tout comme les frontières, au profit des institutions internationales et de l'adoption des normes libérales occidentales. Cruelles désillusions deux décennies plus tard, alors que peu de commentateurs à l'époque ont relevé le paternalisme ou l'infatuation de ces représentations politiques.

Les illusions de l'après-guerre froide sont bel et bien mortes, tout comme l'espoir de toucher les « dividendes de la paix », qui fut longtemps celui des Européens. Le modèle politico-économique allemand est en crise. Il se fondait sur une énergie à bas prix importée de Russie, sur d'importantes exportations de produits industriels à haute valeur ajoutée

vers la Chine et sur une défense assurée par l'OTAN, dont les États-Unis sont les plus gros contributeurs. Ce modèle doit être repensé avec la rupture des relations avec la Russie, avec l'avènement de la compétition stratégique avec la Chine et avec la perspective de voir Washington remettre en cause la prise en charge de la défense de l'Europe. La mondialisation n'a pas livré ses promesses de prospérité pour les pays du Sud, par ailleurs ; et plusieurs États n'ont jamais accepté l'idée que la démocratie libérale devrait être un objectif à terme. L'auteur centre largement son propos sur la trajectoire de deux d'entre eux, la Chine et la Russie.

En ouverture du livre, l'auteur évoque la guerre du Kosovo de 1999, les bombardements sur Belgrade, dont celui de l'ambassade de Chine par l'OTAN, et l'échec de la Russie, dans le cadre du plan de paix, à prendre le contrôle d'une partie de la province. Une humiliation que ni Moscou ni Pékin n'ont jamais oubliée. Le Kosovo et son indépendance parrainée par les Occidentaux serviront, dans le discours de la propagande du Kremlin, à justifier les occupations de territoires aux dépens de la Géorgie en 2008 puis de l'Ukraine dès 2014. De fait, la guerre du Kosovo n'est certes pas la cause du raidissement chinois ou russe, mais un épisode dont la mémoire est cultivée, comme ancrage d'une représentation d'un Occident volontiers trop interventionniste et qui voudrait régenter la planète, ce que Moscou comme Pékin ne sauraient accepter.

La confrontation de la Russie dirigée depuis bientôt un quart de siècle par Vladimir Poutine avec ce que l'auteur appelle l'« Occident collectif », n'a fait que s'intensifier sur tous les théâtres de crise, comme le montre Bruno Tertrais tout au long de cet ouvrage. L'auteur revient sur les causes de cette progressive rupture entre Moscou et les Occidentaux : dans les années 1990, et encore en 2001 lors de la crise du 11 septembre, la Russie, certes heurtée par les gestes occidentaux au Kosovo, n'avait pas d'intention de rompre avec eux. C'est peu à peu que la distance s'est instaurée. Moscou répète souvent que le point tournant aurait été la décision occidentale d'étendre géographiquement l'Alliance atlantique jusqu'aux frontières de l'ex-URSS, donc d'inclure dans l'OTAN les anciennes démocraties populaires satellites de Moscou. Les Occidentaux, dans les négociations qui ont présidé à la gestion de la chute du mur de Berlin (1989) puis à la réunification allemande en 1991, auraient promis de ne jamais étendre

l'alliance vers l'Est. Or, la Russie avait souscrit au principe du libre choix des alliances à travers la charte de Paris. De même, Moscou avait signé le mémorandum de Budapest de 1994 garantissant l'intégrité territoriale et l'indépendance de l'Ukraine, et avait confirmé en 2009 ce document.

Cette idée d'une promesse occidentale de ne jamais étendre l'OTAN en Europe orientale ne tient guère, en effet. Aucun accord formel signé entre les Occidentaux et la Russie ou l'URSS ne contient une telle clause. Il semble qu'elle n'ait même jamais été formellement confirmée verbalement, selon Sarotte (2021). Certes, le secrétaire général de l'Union Soviétique, Mikhail Gorbatchev, avait affirmé en juillet 1990 que le déploiement de « structures de l'OTAN » en Europe de l'Est était inacceptable (p.96). Le secrétaire général de l'OTAN, Manfred Wörner, aurait expliqué par la suite que le fait que l'OTAN ne veuille pas déployer de troupes en Europe orientale pouvait donner des garanties de sécurité à l'URSS (p.86), dans le cadre de réflexions internes, mais cela n'aurait pas l'objet d'une proposition formelle. C'est en invoquant « l'esprit » de l'accord de 1990 sur le sort de l'Allemagne de l'Est – mais donc, sans trace écrite ni dans des procès-verbaux – que les diplomates russes ont commencé à invoquer, à partir de 1996, l'idée que les États à l'est de l'Allemagne ne pouvaient se joindre à l'OTAN (Sarotte, p.251).

Centrée sur l'émergence d'une confrontation entre les Occidentaux d'une part, et d'autre part la Chine et la Russie, l'analyse souligne les causes internes chez ces trois acteurs, les représentations occidentales bien ancrées de la légitimité de leurs représentations, et la crispation russe comme chinoise contre la volonté perçue de l'Occidentaux de les régenter, avec en même temps également une volonté d'affirmation de plus en plus nette, revancharde en Russie où l'idée de la grande puissance de l'époque soviétique taraude Vladimir Poutine, comme en Chine où l'idéal d'un retour de Pékin comme grande puissance mondiale transparait dans les écrits de Xi Jinping (Ekman, 2022).

On voit certes transparaitre ici et là une lecture volontiers pessimiste ; on voit aussi resurgir la fameuse grille de lecture des guerres de civilisation chères à Samuel Huntington, prisées des amateurs de modèles géopolitiques ordonnateurs de la complexité du monde, mais dont les lacunes ont

pourtant déjà largement été exposées. A la décharge de l'auteur, certes, c'est la ré-émergence des facteurs identitaires, nationalisme, fait religieux, en réaction à une mondialisation perçue comme uniformisatrice, qui a contribué à réorienter la trajectoire politique du monde.

Mais le diagnostic proposé, pour implacable qu'il soit, n'est pas que pessimiste quant aux chances d'un Occident qui dispose encore d'atouts importants. Dans ses conclusions, l'auteur évoque huit leçons à tirer de ces années de confrontations pour renforcer les démocraties. Parmi elles, celle de savoir accepter l'épreuve de force quand c'est nécessaire : « L'accepter, c'est renoncer à l'illusion consistant à prétendre connaître les intérêts de nos adversaires mieux qu'ils ne les connaissent eux-mêmes et espérer les "ramener à la raison" par la seule vertu de notre diplomatie. » Les opinions publiques suivront-elles, cela demeure à voir – il n'est pas certain que public soit prêt à accepter un éventuel conflit avec la Chine pour défendre Taiwan, par exemple. De même, l'auteur s'avance peut-être imprudemment en affirmant que la Russie a déjà perdu la guerre contre l'Ukraine. Que l'offensive de 2022 se soit soldée par un échec stratégique, certes ; mais il n'en demeure pas moins que, deux ans après le début du conflit, on voit mal se dessiner une contre-offensive victorieuse de l'Ukraine contre les troupes russes aux positions très fortifiées occupant l'Est de son territoire. C'est une guerre d'usure qui est en cours, dans laquelle la résilience des sociétés, des économies, du complexe militaro-industriel des deux États fera la différence – avec la question du prolongement du soutien occidental pour l'Ukraine et de l'intensité du soutien tacite de la Chine, qui n'est pas mécontente de la spirale de dépendance croissante de Moscou envers Pékin, tant que le conflit ne s'étend pas.

Si de nouveaux blocs se structurent, ceux-ci ne sont pas aussi figés que pendant la guerre froide. Bruno Tertrais préfère parler de « familles » où différents acteurs jouent leur propre carte en fonction de leurs intérêts du moment. Un entre-deux qui n'est ni le monde bipolaire très idéologique de la guerre froide, ni le monde multipolaire d'avant 1945. Dans ce nouveau grand jeu mondial, Moscou comme Pékin cherchent à attirer vers eux les pays du Sud global, tandis que les Occidentaux s'efforcent en catastrophe de développer de nouveaux discours et outils à même de maintenir leurs relations avec ces derniers.

« Le renforcement du couple sino-russe et la consolidation de l'Occident redonnent vigueur à la vieille distinction entre tellurocraties [la domination par les terres] et thalassocraties [par la mer], les premières incarnées par le projet eurasien de la Russie et les "routes de la soie" chinoises, et les secondes par l'ensemble euroatlantique désormais accompagné des États de l'Indo-Pacifique qui souhaitent que ce dernier reste libre et ouvert », note-t-il. En même temps, le politologue dresse le tableau d'un affrontement qui se joue sur tous les terrains y compris sous les océans, dans l'espace extra-atmosphérique ou dans le cyberspace.

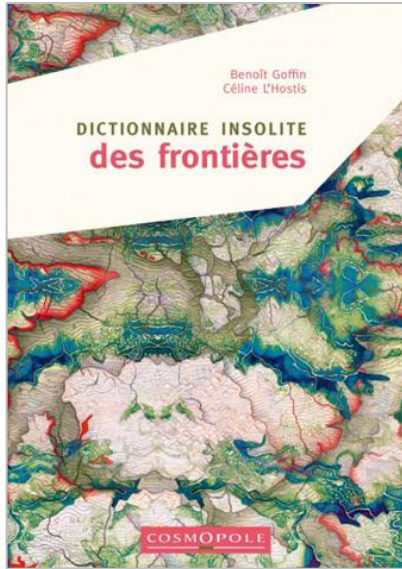
La France voulait conforter ce qui reste de sa stature passée dans l'arène internationale, en se forgeant le rôle d'une puissance d'équilibre dialoguant avec Moscou comme avec Pékin et le Sud; tout comme l'Europe imaginait pouvoir développer une relation stable et fondamentalement économique tant avec la Russie qu'avec la Chine. Tout cela a volé en éclats en 2022 avec l'invasion russe de l'Ukraine. Un choc pourtant prévisible même s'il n'était pas inéluctable, tant Vladimir Poutine multipliait les discours laissant entendre le caractère illégitime de l'existence de l'Ukraine, à condition de mener une politique de fermeté, sans aucune complaisance, vis-à-vis de Poutine comme vis-à-vis des autres leaders autoritaires. De même, l'affirmation d'une puissance chinoise décomplexée se faisait nettement plus précise depuis l'avènement de Xi Jinping. Ces deux acteurs sont différents cependant : le revanchisme russe n'est pas le symétrique de la volonté de puissance de la Chine. Dans la redéfinition de leurs politiques internationales, les États occidentaux devraient s'en souvenir.

Frédéric Lasserre

Directeur du CQEG

Références

- Ekman, A. (2022). *Dernier vol pour Pékin. Essai sur la dissociation des mondes*. Paris : L'Observatoire.
- Fukuyama, F. (1992). *The End of History and the Last Man*. New York : Free Press.
- Sarotte, M. E. (2021). *Not One Inch. America, Russia, and the making of post-Cold War stalemate*. New Haven : Yale University Press.



Benoit Goffin et Céline L'Hostis (2023).
Dictionnaire insolite des frontières. Paris,
Cosmopole.

Loin d'avoir disparu, les frontières sont toujours présentes. « Plus encore, face à la mondialisation triomphante qui prophétisait leur fin, elles font un retour en force » (p.9). Les rivalités pour des territoires et des modifications de frontières ne se sont pas estompées, en témoignent les récentes guerres dans le Caucase ou en Ukraine. Plus encore, les frontières sont appelées par certains à demeurer des outils de régulation des migrations, des échanges commerciaux ou à se prémunir de nivellement normatifs contraires aux intérêts des États.

« S'intéresser aux frontières est donc plus que jamais essentiel pour comprendre les dynamiques et les enjeux qui s'y dessinent autant que pour anticiper les défis à venir ». Les tracés frontaliers demeurent des objets de tensions parfois ; les frontières incarnent encore nombre de discours identitaires dont la résurgence peut parfois être interprétée comme une réaction face à cette mondialisation autrefois triomphante, ou un repli face à l'inquiétude que produisent les mutations contemporaines du monde, contrechocs de la pandémie de covid-19, tensions croissantes entre Chine et États-Unis, ou inquiétude climatique.

Certes, le sujet est complexe. De fait, comme le précisent les auteurs, ce petit livre ne prétend pas à l'exhaustivité. On n'y trouvera donc pas de longues analyses politiques, juridiques

ou géographiques des frontières. Les auteurs ont donc fait le choix d'évoquer, par petites touches à travers de brefs exposés, plusieurs tracés frontaliers ou sujets liés à la thématique des frontières. « Au fil des entrées se dessinent ainsi des histoires surprenantes d'îles disparues, d'erreurs cartographiques et de royaumes imaginaires » (p.11).

Ainsi, le lecteur découvre-t-il le poids symbolique du mont Ararat dans la représentation nationale arménienne, rappel constant que les jeux de la politique ont désormais placé la montagne du côté turc de la frontière. Tout comme le Kurdistan, à qui l'Entente avait promis la création d'un État au cours de la Première guerre mondiale, l'Arménie a souffert des renoncements des vainqueurs du conflits qui n'ont pas voulu poursuivre la guerre face à la Turquie pour imposer les clauses du traité de Sèvres de 1920 – dont plusieurs dispositions étaient par ailleurs très contestables pour la Turquie. On revisite également les bantoustans, pseudo territoires indépendants créés par l'Afrique du Sud de l'apartheid de 1963 à 1983, avant que la chute du régime et l'avènement de la nouvelle Afrique du Sud ne s'accompagne de l'effacement de ces frontières qu'aucun autre État n'avait reconnues. L'ouvrage évoque des territoires déchirés par des frontières de facto, comme à Chypre ou au Cachemire.

Des curiosités frontalières sont rapportées, ainsi la frontière qui traverse la bibliothèque et plusieurs maisons des villages de Stanstead/Derby Line entre Québec et Vermont – un cas de figure qu'on retrouve dans d'autres villages frontaliers entre Québec et États-Unis. Des enclaves, parfois particulièrement complexes comme à Baarle entre Belgique et Pays-Bas, ou à Cooch Bear entre Inde et Bangladesh avant que ceux-ci ne décident en 2015 de s'échanger ces poussières de territoires pour simplifier le tracé de leur frontière – et ainsi simplifier la vie des résidents locaux, dont les mouvements étaient devenus très complexes du fait d'une réglementation complexe dans un contexte de vive crainte des flux migratoires du Bangladesh vers l'Inde. Ces exemples montrent bien, au reste, que ce n'est pas la frontière qui rend ardue la relation entre les communautés de part et d'autre de son tracé, mais la gestion de cette frontière par les États voisins, puisque la libre circulation prévaut à Baarle et constituait la norme également dans les villages-frontière du Québec jusqu'au raidissement américain post-11 septembre.

L'ouvrage évoque aussi le cas de l'île de Hans, seul litige territorial en Arctique, disputée entre Canada et Danemark. Sans enjeu stratégique – la frontière maritime de part et d'autre de cette petite île déserte de 1,3 km² a été établie en 1973 – elle tracassait les deux gouvernements qui craignaient surtout les réactions de leurs opinions publiques et ne souhaitaient donc pas paraître vouloir brader les intérêts de l'État. En 2022, Ottawa et Copenhague ont décidé de couper la poire en deux et de se partager l'île, créant ainsi une frontière terrestre entre le Canada et le Danemark.

On découvre également l'existence d'États imaginaires, inventés par des aventuriers, des rêveurs, parfois revendiqués sur des territoires réels, et qui souvent mettent en perspectives les lubies de nos sociétés en offrant une échappatoire au réel et la possibilité de devenir roi ou président dans son État rêvé.

Abordant un autre mythe au sujet des frontières, les auteurs rappellent qu'il n'existe pas de frontière naturelle. Une frontière est toujours tracée par des décideurs, humains, même si des éléments géographiques peuvent appuyer leur délimitation (chaînes de montagnes, lacs...). Certes, les fleuves constituent des supports souvent mobilisés pour définir des frontières. Mais cette délimitation apparemment simple n'est pas toujours : ainsi, le cours de la rivière peut changer et poser la question du nouveau tracé de la frontière, tandis que la position exacte de la frontière dans le fleuve peut également susciter des désaccords : au milieu de la rivière ? le long du thalweg (ligne de plus grande profondeur) ? sur une rive ?

Les auteurs rappellent que les concepts de nation – notion sociale qui renvoie à un groupe humain qui partage une représentation commune sur son histoire et son identité – et d'État – instance politique qui contrôle un territoire – ne sont pas la même chose, même si le couple États-nation a connu un vif succès et malgré la confusion fréquente en anglais où nation signifie souvent State. Les auteurs entretiennent même la confusion dans l'ouvrage, en parlant de micro-nations pour parler de ces États imaginés par des amateurs de simulations

politiques, indice de la prévalence de cette idée erronée d'équivalence des deux concepts⁶. Fondement de ce concept de nation, créer une représentation d'une histoire commune, si possible ancienne, plus ancienne que les voisins afin d'en asseoir le prestige et la légitimité, les mythes historiques sont un concept socio-historique qui gravite autour du thème des frontières car, à travers ces mythes, c'est la légitimité de la revendication sur des territoires qui est parfois en jeu, ainsi les Illyriens, voire les Pélasges très antiques sont-ils présentés comme les ancêtres des Albanais modernes ce qui, à travers les Pélasges, en ferait le plus ancien peuple d'Europe ; ainsi la Roumanie cultive-t-elle l'idée que son peuple descend en droite ligne des Daces, peuple conquis par Rome mais anciennement présent dans les Balkans, plus anciennement que les Hongrois arrivés vers le Xe siècle. Ces mythes jouent un rôle social certainement plus établi – souder la communauté derrière un mythe des origines – que juridique, puisque l'antériorité de l'occupation n'est en rien un titre de souveraineté.

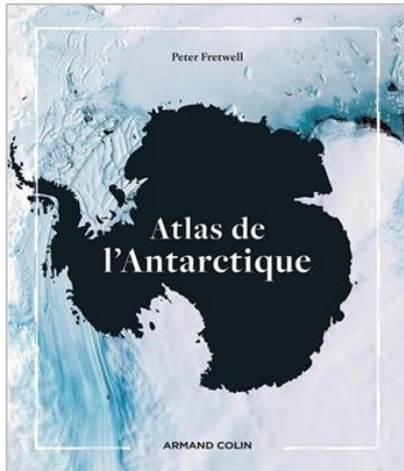
L'ouvrage s'achève, après ce tour du monde des frontières, par quelques utiles suggestions de lectures et documents complémentaires.

Cette succession de brèves anecdotes, histoires, courtes réflexions sur les frontières, comme l'ont bien précisé les auteurs en introduction, ne vise certes pas à brosser une analyse structurée de la question des frontières. Ce voyage à travers les choix effectués par les auteurs se veut une illustration de la diversité des frontières, mais aussi de leurs permanences dans notre monde, de leur caractère parfois amusant, parfois dramatique comme pour les réfugiés fuyant une zone de guerre ou les Ouïghours victimes de la répression chinoise visant à affirmer la domination de Pékin sur la marche du Xinjiang. Le spécialiste des frontières n'y apprendra sans doute rien ; le lecteur curieux y découvrira matière à réflexion, à travers de nombreux exemples évoqués de manière légère mais qui brossent, par petites touches, une image de la complexe permanence des frontières dans le monde contemporain. Avec ce plaisant ouvrage, les auteurs ont réussi

6. Je ne relève qu'une seule erreur, la promotion de Jules César à la fonction d'empereur (p.136) alors qu'il n'a jamais été que dictateur (titre officiel) à plusieurs reprises à partir de 49 av. J-C. Le premier empereur romain a été Auguste (27 av. J-C – 14 apr. J-C).

le tour de force d'écrire un livre agréable à lire tout en multipliant les points de vue distanciés ou parfois personnels, avec des données factuelles, des analyses historiques et géopolitiques, des références littéraires.

Frédéric Lasserre
 Directeur du CQEG



Fretwell, Peter (2023). *Atlas de l'Antarctique*. Paris : Armand Colin.

Monde à part, l'Antarctique reste avec les abysses océaniques, l'un des endroits les moins connus de la planète. Découvert en 1819, ce vaste continent attire depuis l'intérêt des scientifiques et des chercheurs, mais aussi des États et des industriels. Avec le réchauffement climatique, il devient un enjeu majeur, tant d'un point de vue de l'exploitation des ressources naturelles que des problèmes liés à la hausse du niveau marin suite à la fonte des glaces et de préservation des espèces animales.

Cet atlas se veut un miroir étonnant de l'Antarctique, afin de mieux faire découvrir ce continent peu connu. Il propose un grand nombre d'approches : l'épaisseur de la glace, le flux des glaciers et des courants marins, les populations d'animaux, la géologie... mais aussi les grandes explorations, la conquête du pôle Sud, et les enjeux actuels et à venir : à qui appartient l'Antarctique ? Les récentes décisions de certains pays comme l'Australie, qui revendique des espaces maritimes découlant de revendications territoriales suspendues, ou la Chine et la

Russie qui affichent un intérêt pour les ressources potentielles, sont-elles acceptables ? Peut-on encore protéger ce territoire presque intouché ? Va-t-il devenir une terre exploitée ?

Cet atlas contient de nombreuses cartes issues des données les plus récentes, de nombreux clichés mais également des infographies évocatrices pour comprendre ce vaste continent, isolé aujourd'hui mais qui sera peut-être demain au centre de toutes les attentions, ne serait-ce que du fait des impacts planétaires des transformations que les changements climatiques lui impriment. Il s'organise en neuf parties. La première traite de la géographie du continent. La seconde aborde l'élément dominant du paysage antarctique – la glace. Le chapitre 3 présente le territoire, largement sous la glace mais qui apparaît parfois, dans la péninsule, sur les côtes ou dans les vallées arides où il n'a pas plu ni neigé depuis 3 millions d'années. Le chapitre 4 présente les paramètres atmosphériques. Le chapitre 5 campe le portrait des mers autour du continent, suivi d'un chapitre consacré à la faune antarctique. Le chapitre 7 aborde la présence humaine en Antarctique, fondamentalement incarnée aujourd'hui par les bases scientifiques, mais qui autrefois incluait aussi les stations de chasse (baleines et autres mammifères) et qui voit aujourd'hui se développer une forte industrie touristique.

La question de la présence humaine pose aussi la question du statut du continent, des revendications politiques émises par certains États dit possessionnés et qui ont accepté, en signant le traité de l'Antarctique en 1959, de suspendre leurs prétentions territoriales. Le traité de l'Antarctique, complété du protocole de Madrid de 1991 interdisant l'exploitation des ressources, ne sont pas des instruments juridiques à durée déterminée : on lit souvent, à tort, qu'ils arrivent à échéance en 2048 mais c'est inexact. en 2048, en aucun cas le traité ou le protocole de Madrid ne disparaissent, ce sont des traités à durée indéfinie. On voit souvent cette année 2048 évoquée, mais cela ne concerne que l'interdiction des activités relatives aux ressources minérales, qui pourrait être levée à la majorité qualifiée des trois-quarts. Sans date d'expiration, avec des mécanismes d'amendement assez contraignants, ces instruments n'ont cependant comme seule force la volonté des États d'en respecter les principes... ce qui pourrait ne pas toujours être le cas. Quelques planches retracent ces

questions géopolitiques majeures mais ces enjeux auraient mérité un traitement un peu plus conséquent, alors que de l'aveu même de l'auteur les rivalités géopolitiques qui se nouent auront des impacts significatifs sur la gouvernance du continent, pour l'heure établie sur la base du traité de 1961. Enfin, le chapitre 8 retrace l'épopée des explorations du continent et le dernier chapitre évoque son avenir à la trajectoire très impactée par les changements climatiques.

Un bel ouvrage, abordant de multiples facettes de la réalité de l'Antarctique, avec des cartes fort instructives et bien illustré. Si le spécialiste n'y apprendra sans doute pas grand-chose, la vocation de l'ouvrage est résolument tournée vers la vulgarisation et le défi est bien relevé.

Frédéric Lasserre
Directeur du CQEG



Guibourg Delamotte (2022) *La démocratie au Japon, singulière et universelle*. Lyon, ENS Éditions, 340 p.

Le processus par lequel le Japon est devenu la première démocratie non occidentale a toujours intrigué ! Les analyses du processus de démocratisation du gouvernement et, plus globalement, du système politique ont été nombreuses, en particulier depuis les années 1990 et 2000 alors que le Japon lançait un vaste chantier de réformes touchant à peu près tous les aspects de la vie en société, dont notamment les fondations institutionnelles de la démocratie. Soulignons les réformes du système électoral et des règles du financement partisan, de l'appareil central dont l'exécutif et la fonction de premier ministre ou de la loi sur l'autonomie locale qui éliminait le rapport de subordination des gouvernements locaux au centre. Ces réformes étaient la réponse à des problèmes sérieux qui plombaient le jeu politique comme l'absence d'alternance au pouvoir, la corruption et le clientélisme, le « différentiel de représentation » favorisant les circonscriptions rurales ou bien encore l'influence induite de la bureaucratie sur le processus législatif.

L'ouvrage de Guibourg Delamotte s'inscrit dans ce renouveau d'intérêt pour la démocratie japonaise et nous offre une synthèse éclairante des travaux français, anglo-saxons et bien-

sûr japonais dans une perspective néo-institutionnaliste d'analyse de la construction, de la consolidation et de la transformation démocratique de l'ère Meiji (1868-1912) à nos jours. Cette perspective a l'avantage de souligner la centralité et la continuité des idées et institutions démocratiques et leur renforcement continu des années 1950 à aujourd'hui. De plus, cette perspective permet, d'une part, de relativiser les moments de rupture ou de recul sans qu'on ait à se rabattre sur l'hypothèse de l'impossibilité d'une vie démocratique libérale au Japon. D'autre part, le néo-institutionnalisme laisse en arrière plan les valeurs et les pratiques culturelles comme le confucianisme, lequel peut aussi bien expliquer la réussite de l'enracinement de la démocratie⁷ que la nature féodale des institutions politiques⁸ ! Enfin, centrale à l'ouvrage de Guibourg Delamotte, cette perspective favorise l'analyse comparative, car si la démocratie japonaise est universelle, on doit être en mesure de « comparer » ses caractéristiques et de les « confronter » à d'autres régimes démocratiques ailleurs dans le monde.

Si on peut discerner dans l'histoire politique de l'ère d'Edo des pratiques et des institutions qui indiquent des « tendances démocratique »⁹, la démocratie prend cependant racine durant les ères Meiji et Taishō (1912-1926), note Guibourg Delamotte, sous la forme d'une « semi-démocratie » ou d'une démocratie incomplète. Le récit entourant la démocratisation a cependant été obscurci par deux événements : la dérive militariste des années 1930 et 1940 et par l'occupation américaine de l'après-guerre qui ensemble offrent l'hypothèse que la démocratie japonaise ne pouvait surgir d'elle-même et était en définitive un « don » du gouvernement américain à une société peinant à se dégager de ses institutions et pratiques féodales.

Pourtant, des pratiques démocratiques ne disparaissent pas complètement pendant la période militariste, notamment avec la survivance de petits partis politiques ouvriers ou fermiers résolument à gauche¹⁰ ou la poursuite des travaux législatifs à la Diète. Guibourg Delamotte a tout à fait raison d'affirmer que si cette tentative limitée d'« importation » d'institutions et pratiques démocratiques à partir du XIX^e siècle par les Japonais n'a pas « pris racine », la « greffe de 1947 [opérée par les Américains] n'aurait pas pris sans elle ». La démocratie possède une « protohistoire » écrit l'auteure et elle facilite l'adoption des valeurs libérales induites par la constitution de 1947 et les réformes des années de l'occupation américaine.

Comme le titre de l'ouvrage l'indique, la démocratie japonaise est « singulière » et « universelle » ; la première caractéristique fait largement consensus dans la communauté scientifique, mais la reconnaissance de la seconde exige, comme nous le rappelle l'auteure, un examen minutieux de la pensée politique nipponne et de ses érudits, ceux-là même, des philosophes, politologues ou journalistes, qui ont conceptualisé et défini la nature et les caractéristiques de la démocratie japonaise depuis plusieurs décennies. On peut penser à Masao Maruyama, Junji Banno, Takashi Oka, Harunaka Takenaka, Satoshi Machidori et bien d'autres. C'est fondamental : en quoi et comment leur conceptualisation de la démocratie nous permettent de comprendre l'universalisme de la démocratie japonaise ? Si la réponse n'est jamais explicite, on voit surgir au cours de la lecture deux choses : l'échec ou l'inachèvement de la démocratie avant 1945 est le résultat de nombreux « facteurs internes et externes » qu'il faut relativiser et contextualiser dans la mesure où les démocraties occidentales à la même époque peinaient à respecter la règle de droit ou les libertés fondamentales. Il n'en demeure pas moins que la construction d'un État moderne avait priorité sur le processus de démocratisation,

7. Edwin O. Reischauer, *The Japanese*, Cambridge, Harvard University Press, 1982, p. 243.

8. Lawrence W. Beer, « Law and Liberty », dans Takeshi Ishida et Ellis S. Krauss (dir.), *Democracy in Japan*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1989 p. 67-87. Il parle d'une « démocratie féodale communautaire » (p. 85).

9. Takeshi Ishida et Ellis S. Krauss, « Democracy in Japan : Issues and Questions », dans T. Ishida et E. S. Krauss (dir.), *op. cit.*, p. 4-5. Une problématique autre que celle abordée dans cet ouvrage. L'auteure débute son analyse avec l'ère de Meiji et la création d'un premier cabinet en 1885.

10. Paul F. Langer, *Communism in Japan*, Stanford, Hoover Institution Press, 1972.

que les oligarques voulaient limité et peu contraignant. Deuxièmement, le renforcement des institutions démocratiques après la guerre et ensuite à nouveau après la fin de la guerre froide provient d'une volonté populaire de traduire la constitution libérale en une « vrai » démocratie. Une constitution n'est qu'un bout de papier – et dans le cas du Japon, écrite par des Américains qui ne connaissaient que très peu de choses au Japon. Un résident de Tokyo affirmait en 2006 : « ce n'est pas seulement la constitution qui était importante. Il nous fallait aussi les soixante ans »¹¹ pour lui donner vie, pourrions-nous ajouter, et pour mettre en place des pratiques et des institutions démocratiques qui deviendront une partie intégrante du système politique national. À cet égard, les nombreuses références aux intellectuels japonais illuminent son analyse du déploiement des institutions démocratiques.

Guibourg Delamotte favorise l'approche chronologique. La première moitié de l'ouvrage porte justement sur les années de l'ère de Meiji à la fin de l'ère Shōwa (1926-1989) dont nous venons de discuter en partie. Elle discute de la « démocratie atypique » des années 1955 à 1993 conduite par une domination sans faille du Parti libéral-démocrate (PLD) associée à un clientélisme à toute épreuve. Les rivalités des factions au sein du PLD déterminent très souvent le résultat des processus électoraux et législatifs.

Dans les parties trois (« un épanouissement démocratique ») et quatre (« une démocratie en transition »), l'auteure entre dans le vif du sujet alors que le Japon de l'ère Heisei (1989-2019) traverse une crise de sa gouvernance et de ses institutions démocratiques en lien avec quatre facteurs : la fin de la guerre froide qui rend désuètes des pratiques institutionnelles quelques fois fort peu démocratiques, mais qui étaient commandées par la confrontation idéologique de l'époque ; la mondialisation néolibérale qui exige une transformation radicale du modèle économique néo-

mercantiliste et dont les limites surgissent rapidement avec l'explosion de la bulle financière et immobilière qui plombera la croissance pour plus de deux décennies ; l'émergence d'un nouvel ordre international qui exige du Japon des responsabilités à la hauteur de sa puissance économique et, enfin, une volonté des Japonais de poursuivre une réforme de leur société pour la rendre plus respectueuses des valeurs libérales de leur constitution comme réponse à cette crise de gouvernance.

L'auteure se concentre alors sur les conséquences de cette crise sur la démocratie, notamment la fin graduelle de l'opposition socialiste et son éclatement en une multitude de partis politiques alimenté par le départ de députés et de factions entières du PLD pour créer bien souvent de nouveaux partis. Les réformes seront lancées dans le contexte qu'elles peuvent faciliter la prise du pouvoir. Le changement demeure donc difficile à faire comme en fait foi la déclaration d'Ichiro Ozawa, l'un des politiciens les plus influents des années 1990 et 2000 et un soi-disant « réformiste » du modèle nippon : « le Japon doit changer pour demeurer le même »¹². L'auteure aborde la crise des institutions représentatives démocratiques qui n'est pas un phénomène unique au Japon, car les réformes, soutient-elle, ont favorisé la convergence de ces institutions au modèle de Westminster. Cette crise de la représentation ne diffère pas de celle des démocraties occidentales : « [i] en résulte, pour les gouvernements, une difficulté à gouverner et pour les électeurs, un sentiment d'éloignement des élites et d'incompréhension du jeu politique ». Elle a quand même ses particularités locales comme la « pauvreté de ses débats parlementaires » ou les limites d'un mode de scrutin mixte incapable d'offrir une alternative solide à la domination électorale du PLD. Une particularité qui demeure fort intrigante aujourd'hui, pourrions-nous ajouter, est la résistance de la démocratie nipponne au populisme, du moins jusqu'à un certain degré¹³,

11. Cité dans : Mary Alice Haddad, *Building Democracy in Japan*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. xi.

12. Cité dans : Éric Boulanger, « La sécurité économique du Japon : la gestion de la vulnérabilité dans l'interdépendance sino-japonaises », *Regards géopolitiques*, vol. 9, n° 3, 2023, p. 19-29.

13. Robert A. Fahey, Airo Hino et Robert J. Pekkanen, « Populism in Japan », dans R. J. Pekkanen et Saadia M. Pekkanen (dir.), *The Oxford Handbook of Japanese Politics*, New York, Oxford University Press, 2020, p. 317-350

et à la polarisation idéologique comme c'est le cas en Europe et aux États-Unis.

Cet ouvrage publié en 2022 est tiré du mémoire d'habilitation de Guibourg Delamotte à diriger des recherches datant de 2016. S'il y a quelques mises à jour ici et là, l'ouvrage est en grande partie édité à partir de ce mémoire. Il manque donc des références à la vie politique japonaise récente, notamment au long mandat de Shinzo Abe qui se termine en septembre 2020 (on en fait mention brièvement à deux ou trois reprises dans le livre) et à la persistance de plusieurs caractéristiques fondamentales de la démocratie japonaise qui viennent contredire en partie la conclusion de l'auteure sur leur disparition ou leur affaiblissement dans le contexte de la convergence des institutions démocratiques avec le modèle de Westminster. On peut penser au rôle toujours stratégique des factions dans la dynamique interne du PLD, des factions qui auraient dû disparaître, croyait-on, avec la réforme du mode de scrutin ou des règles de financement. D'ailleurs, la longévité surprenante de la coalition du PLD avec le Kômeitô, un petit parti bouddhiste de centre-gauche, peut s'expliquer par une dynamique similaire où ce dernier se comporte comme une faction mineure du PLD. Il y a également la persistance des « dynasties politiques » dont les membres représentent un quart de la députation nationale, le financement illégal des factions¹⁴, ou la faible représentation des femmes en politique.

Les résultats des très nombreuses réformes politiques et leurs effets sur la démocratie sont à peine abordés. La réforme de l'exécutif est probablement la plus importante pour la démocratie alors que l'élite politique est déchirée entre, d'une part, le désir d'un exécutif fort en mesure de participer au rayonnement du Japon sur la scène internationale, avec un premier ministre possédant un droit d'initiative législative pour renforcer son statut face à son parti et, d'autre part, le risque toujours présent d'un premier ministre peu

respectueux du processus démocratique comme l'ont été à certains moments Shinzo Abe, voire Junichiro Koizumi.

La perspective chronologique ne favorise pas la compréhension du rôle institutionnel du premier ministre ainsi que la réforme de sa fonction dans la mesure où l'analyse est éparpillée à plusieurs endroits dans le livre. D'ailleurs, la section intitulée « la faiblesse du premier ministre face à son parti » ne porte aucunement sur ce thème, mais est en fin de compte un assemblage de commentaires divers sur les rapports de force partisans. Enfin, un travail d'édition aurait été nécessaire pour arriver à une structure du texte plus serrée notamment par une uniformisation de l'argumentation pour éviter les répétitions ou les éparpillements. Les tableaux et graphiques qui sont en annexe auraient dû être insérés dans le texte et, enfin, il est surprenant qu'une maison d'édition accepte des copiés-collés de graphiques en langue japonaise sans les traduire. L'ajout d'une légende en français ne fait rien pour améliorer leur lecture d'autant que certains de ces graphiques contiennent beaucoup d'information¹⁵.

Voici un livre qui demeure, malgré certaines lacunes, un ouvrage de référence important pour les étudiants et les chercheurs s'intéressant non seulement à la démocratie japonaise, mais également à la politique comparée et aux théories néo-institutionnelles. Il faut souligner que l'auteure fait une utilisation exhaustive et convaincante de celles-ci pour soutenir et défendre ses arguments et pour proposer des avenues de comparaison par ailleurs fort instructives avec la démocratie française.

Éric Boulanger

Chargé de cours au département de science politique
de l'Université du Québec à Montréal.

boulanger.eric@uqam.ca

14. *The Asahi Shimbun*, « Top members of LDP's largest faction caught up in funds scandal », 9 décembre 2023.

15. Probablement en raison d'un problème d'impression, la page 195 du livre était illisible !

Le CQEG en bref...

COMITÉ DE DIRECTION

DIRECTEUR : Frédéric LASSERRE, Département de géographie, Université Laval
DIRECTEUR ADJOINT : Éric MOTTET, Facultés des Sciences Humaines,
Université Catholique de Lille

Alexandra CYR,
Rédactrice du bulletin *Regards géopolitiques*

Pierre-Alain CLÉMENT,
Rédacteur adjoint du bulletin *Regard géopolitiques*

Inès Carine SINGHE,
Représentante des étudiants de 3^e cycle

Ornella SONHAYE
Représentante des étudiants de 2^e cycle

Conception graphique : Sylvie ST-JACQUES

Réviseurs : Pierre-Alain CLÉMENT, Murielle PICHOR et Frédéric LASSERRE

MISSION

- Favoriser les recherches universitaires pluridisciplinaires en géopolitique au Québec, en se basant sur un réseau de chercheurs national et international.
- Contribuer à la réflexion sur l'apport de la géographie, plus particulièrement de la géographie politique, à la compréhension des phénomènes sociaux, économiques et politiques contemporains à travers le monde.
- Favoriser le recrutement d'étudiants gradués.
- Favoriser la pérennisation de la recherche en demandant à terme une reconnaissance institutionnelle auprès de la Commission de la recherche de l'Université Laval.
- Valoriser l'apport d'une réflexion géopolitique dans les recherches menées par les membres, en collaboration avec les autres groupes de recherche de l'IQHEI (GÉRAC, CSI notamment) et d'autres centres de recherche ailleurs au Canada et à l'étranger.

cqegheulaval.com | cqeg@eti.ulaval.ca



UNIVERSITÉ
LAVAL

Faculté de foresterie,
de géographie et de géomatique
Département de géographie

CQEG
Conseil québécois
d'études **géopolitiques**



UNIVERSITÉ
LAVAL

École supérieure
d'études internationales